



PUBLICATION OF DG  
"HEALTH AND CONSUMER PROTECTION"

No 4- 1999

PUBLICATION DE LA DG  
"SANTÉ ET PROTECTION DES CONSOMMATEURS"

N° 4 - 1999

VERÖFFENTLICHUNG DER GD  
"GESUNDHEIT UND VERBRAUCHERSCHUTZ"

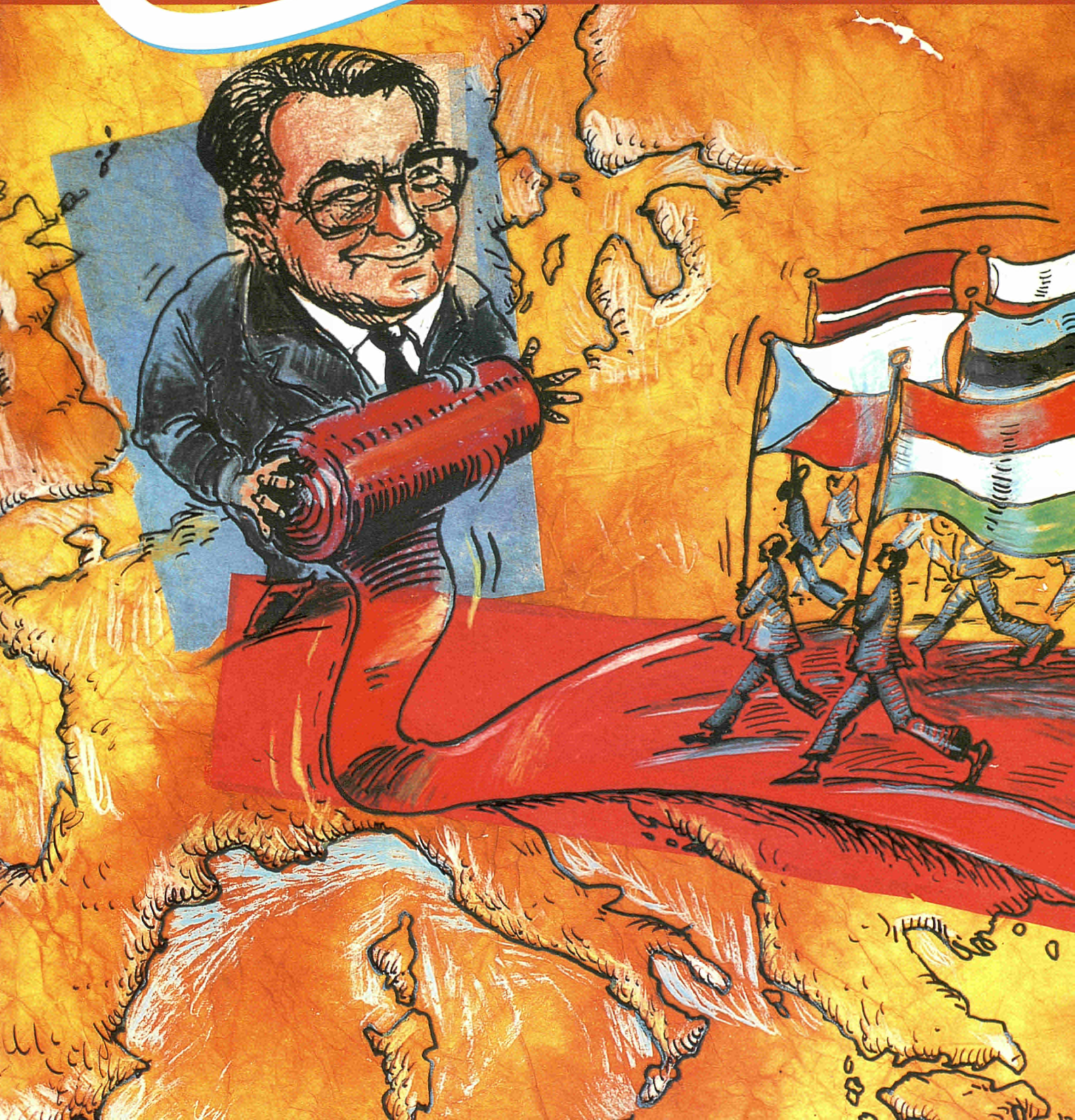
Nr. 4 - 1999

Périodique trimestriel  
Décembre 99

Bureau de dépôt : Bruxelles X

ISSN N°1560-263X

# Consumer Voice





© H. Perdereau

**PUBLICATION OF ARTICLES ON THE INTERNET**

In view of further improving transparency and the potential of information for an even wider public, the main articles will be available in English, French, German, Spanish and Italian on DG "Sanco"s Internet site. Reproduction of articles is authorised, except for commercial purposes, provided that the source is mentioned.

**PUBLICATION DES ARTICLES SUR L'INTERNET**

Pour une plus grande transparence et pour qu'un public plus large encore ait accès à nos informations, les principaux articles seront disponibles en anglais, français, allemand, espagnol et italien sur le site Internet de la DG "Sanco". La reproduction des articles est autorisée, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source.

**VERÖFFENTLICHUNG VON ARTIKELN AUF INTERNET**

Im Hinblick auf eine verstärkte Transparenz und breitere Information für noch zahlreichere Leser werden die wichtigsten Artikel in Englisch, Französisch, Deutsch, Spanisch und Italienisch auch auf der Internet-Seite der Generaldirektion "Sanco" veröffentlicht. Die Wiedergabe von Artikeln ist - außer zu gewerblichen Zwecken - unter Angabe der Quelle gestattet.

The views expressed in "CONSUMER VOICE" do not necessarily reflect the opinions of the European Commission.

Les points de vue exprimés dans "CONSUMER VOICE" ne sont pas nécessairement ceux de la Commission Européenne.

Die in "CONSUMER VOICE" geäußerten Ansichten geben nicht notwendigerweise die Meinung der Europäischen Kommission wieder.

*Editor-in-Chief - Rédactrice responsable -  
Verantwortliche Redakteurin  
Brigitte Reichle*

*Editorial Board - Le comité éditorial - Die Redaktion  
Wolf-Christof Deckart - Frank Dempsey  
Thea Emmerling - Cathal O'Conaill  
Secretariat - Secrétariat - Sekretariat  
Deborah MacRate*

# Summary Sommaire Inhalt

Préface du Directeur Général Robert John Coleman	1
Vorwort von Generaldirektor Robert John Coleman	2
Foreword by Director-General Robert John Coleman	2
<b>EU-Presidency</b>	3
Présidence de l'UE	3
EU-Präsidenschaft	3
■ Présidence portugaise - renforcer et développer les instruments consommateurs	3
<b>News &amp; Developments</b>	4
Du Nouveau	4
Wissenswertes	4
■ Elargissement - le changement dans la continuité	4
■ Consumer Guidelines for Candidate Countries - Meeting in Brussels	6
■ New methods - new pitfalls	7
Door to Door Selling - Pyramid Selling - Multi-Level Marketing (MLM)	7
Vente porte-à-porte - Vente pyramidale - Vente par réseau coopté	7
Haustürgeschäfte - Vertrieb nach dem "Schneeballsystem" - MultiLevel-Marketing (MLM)	7
■ 'PROSAFE online' - crossborder safety at a glance	8
■ 'Sewage sludge for animals?'	9
■ Consumers in Hungary - learning by consuming	10
■ „Which?“ - Web-Trader-Logo: Orientierung beim "Online" - Kauf	11
<b>Points of View</b>	13
<b>Opinions</b>	13
<b>Meinungen</b>	13
■ Parallel Imports - save money, check where you buy	13
■ "EURO" - une bonne préparation sera payante!	19
■ Marketing à l'école?	20
■ Biodiversity - threatened by GMOs?	22
<b>In the Spotlight</b>	15
Sur la sellette	15
Nachgefragt	15
■ Consumer's agenda for Seattle	15
■ "We have a delay, not a demise of the new Round" - conclusions of the WTO Seattle Round	16
<b>The EU Institutions at Work</b>	24
Les Institutions Européennes au Travail	24
Neues von den EU-Institutionen	24
■ "Soft law" - eine pragmatische Lösung?	24
■ Antibiotika-Resistenz: der Widerstand wächst	25
■ Evaluation des risques - Conférence sur la résistance antimicrobienne	27
■ Les tests sur les animaux et la santé des consommateurs	28
■ Das Lebensmittel - und Veterinäramt: Prüfen nach Prioritäten	30
<b>Calendar of Events</b>	33
Agenda	33
Veranstaltungskalender	33

## Consommateurs au début du 21<sup>ème</sup> siècle - Santé & sécurité avant tout!

L'action combinée de l'évolution technologique, de la mondialisation et de l'ouverture des frontières a transformé l'offre de biens et de services aux consommateurs. Ce processus devrait se poursuivre au siècle prochain. L'élargissement augmentera également le nombre de consommateurs dans l'UE et libérera plus encore la circulation des biens et des services.

Tous ces changements contiennent une promesse de croissance économique pour les États membres de l'Union et pour les pays qui sont sur le point d'y adhérer. Pour les consommateurs, ils offrent la perspective de marchandises plus nombreuses à un coût moindre. On ne peut que s'en féliciter. Pourtant, l'expérience nous a enseigné qu'à elle seule, l'augmentation du pouvoir d'achat ne suffit pas à rendre un marché florissant et améliorer la qualité de vie du citoyen européen. Pour ce faire, la confiance et une politique résolue en matière de consommation sont indispensables. Cette nécessité a été reconnue dans le traité d'Amsterdam qui préconise un degré élevé de protection des consommateurs dans la définition et la mise en oeuvre de la politique de la Communauté.

L'objectif doit être, ainsi qu'il a toujours été, de garantir les niveaux de sécurité les plus élevés possibles, de veiller à la qualité et d'assurer la transparence dans l'accès à l'information et aux voies de recours. Ces principes constituent les bases de la confiance du consommateur et resteront les objectifs prioritaires de la direction générale Santé et protection des consommateurs au cours du prochain millénaire.

Restaurer la confiance dans le secteur alimentaire figure au premier rang des priorités. Les preuves scientifiques solides doivent rester la pierre angulaire de la définition de la politique alimentaire. L'indépendance, l'excellence et la transparence demeureront la marque des comités scientifiques. La valeur de leurs travaux ne doit pas être sous-estimée. Les comités ont apporté une contribution non négligeable à la prise de décision sur des questions importantes et complexes telles que l'ESB, les EST et la résistance aux antibiotiques.

Toutefois, nous devons savoir que la science n'a pas toujours réponse à tout. Les connaissances scientifiques actuelles peuvent être incomplètes et, dans leur évaluation des risques, les scientifiques peuvent avoir des avis différents sur l'interprétation des informations existantes. Dans les situations où un risque grave pour la santé publique est identifié, mais où les données scientifiques sont fragmentaires, le principe de précaution devrait s'appliquer. Nous devons rendre ce principe opérationnel en précisant ses critères d'application à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union.

Dans tous les cas, les décideurs et les hommes politiques doivent prendre en compte d'autres aspects tels que les paramètres économiques, sociaux et écologiques, en plus des éléments scientifiques. Ils ont également pour responsabilité de définir une approche cohérente de la prise de décision, tout au long de la chaîne alimentaire. Une coordination qui associe étroitement toutes les parties concernées à tous les niveaux est primordiale dans l'élaboration des mesures de gestion du risque.

La communication du risque constitue un autre aspect de premier plan. Même dans un système optimal, la confiance des consommateurs ne peut se maintenir si les consommateurs eux-mêmes sont laissés dans l'ignorance. Les consommateurs ont besoin d'une information claire et compréhensible qui leur permette d'opérer des choix en toute connaissance de cause. Dans ce domaine, les nouvelles technologies de l'information constituent un outil important. Elles nous aideront à faire en sorte que la voix des consommateurs soit entendue et prise en compte au cours du XXI<sup>ème</sup> siècle.



A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Robert J. Coleman'.

**Robert John Coleman**  
Directeur général  
DG "Santé et Protection du consommateur"

### Gesundheit und Sicherheit - zentrale Anliegen der Verbraucher an der Schwelle zum 21. Jahrhundert

Die Kombination von technischem Fortschritt, Globalisierung und Öffnung der Grenzen hat das Waren- und Dienstleistungsangebot für den Verbraucher verändert - ein Prozeß, der sich im nächsten Jahrhundert wohl fortsetzen wird. Und mit der Erweiterung wird die Zahl der Verbraucher in der EU wachsen und der Waren- und Dienstleistungsverkehr sich weiter liberalisieren.

All diese Entwicklungen verheißen den Mitgliedstaaten wie auch den Bewerberländern Wirtschaftswachstum. Und die Verbraucher erwartet ein größeres Warenangebot zu niedrigeren Preisen. Dagegen ist nichts einzuwenden. Doch hat die Erfahrung gelehrt, daß ein Mehr an Kaufkraft allein nicht garantiert, daß der Markt floriert und die Lebensqualität steigt. Was noch hinzukommen muß, sind Vertrauen und eine wirkungsvolle Verbraucherpolitik. Der Vertrag von Amsterdam trägt dem Rechnung: in ihm wird gefordert, daß der Verbraucherschutz einen hohen Stellenwert haben muß in der Konzeption und Durchführung der Gemeinschaftspolitik.

Ziel der Verbraucherpolitik muß bleiben, ein Höchstmaß an Sicherheitsstandard, Qualität sowie Transparenz beim Zugang zu Informationen und zu Rechtsmitteln zu gewährleisten. Die Einhaltung dieser Prinzipien ist die Grundvoraussetzung für das Vertrauen der Verbraucher. Ihnen Geltung zu verschaffen, wird vorrangiges Ziel der Generaldirektion Gesundheit und Verbraucherschutz auch im nächsten Jahrtausend sein.

Eine der Prioritäten ist, das Vertrauen in den Nahrungsmittelsektor wiederherzustellen. Wissenschaftlich fundierte Nachweise sind Eckpfeiler einer soliden Politik. Dementsprechend müssen höchste Fachkompetenz und Transparenz die Gütezeichen der wissenschaftlichen Ausschüsse bleiben. Der Wert ihrer Arbeit darf nicht unterschätzt werden. Die Ausschüsse haben einen wesentlichen Beitrag geleistet zur Entscheidungsfindung in so komplexen Fragen wie BSE/TSE und Antibiotikaresistenz.

Wir müssen uns jedoch bewußt sein, daß die Wissenschaft nicht immer alle Fragen beantworten kann. Der Wissensstand ist mitunter noch lückenhaft, und es kann vorkommen, daß Wissenschaftler in der Risikobewertung die Daten unterschiedlich auslegen. Erscheint die öffentliche Gesundheit ernsthaft gefährdet, ohne daß die Wissenschaft einen schlüssigen Beweis dafür liefern kann, so sollte man nach dem Vorsorgeprinzip verfahren. Wir müssen in der EU und auch außerhalb klären, nach welchen Kriterien dieses Prinzip in der Praxis anzuwenden ist.

In allen Fällen müssen die Politiker neben den wissenschaftlichen Nachweisen auch die wirtschaftlichen und sozialen Parameter sowie die Umweltaspekte in Betracht ziehen. Und sie müssen in bezug auf die ganze Nahrungsmittelkette durchgehend kohärent sein in ihrer Entscheidungsfindung. Eine enge Koordination zwischen allen Beteiligten auf allen Ebenen ist wesentliche Vorbedingung eines effizienten Risikomanagements.

Die Risikokommunikation ist ein weiterer entscheidender Aspekt. Selbst im denkbar besten System schwindet das Vertrauen der Verbraucher, wenn sie im unklaren gelassen werden. Die Verbraucher wollen klar und unmißverständlich informiert werden und damit in der Lage sein, ihre eigene Wahl zu treffen. Die neuen Informationstechnologien sind hierbei ein wichtiges Instrument. Mit ihrer Hilfe werden wir sicherstellen, daß die Stimme der Verbraucher sich im 21sten Jahrhundert Gehör verschafft und Beachtung findet.

### Health and Safety - cornerstones for consumers at the beginning of the 21<sup>st</sup> century

The combination of technological development, globalisation and open frontiers has transformed the way in which services and goods are offered to consumers. In the next century this process looks set to continue. Enlargement too will bring more consumers into the EU and free up the movement of goods and services.

All of these developments offer the promise of economic growth to those within the EU and to those about to join it. For consumers, the prospect of more goods for less is promised. This can only be welcome. However, experience has taught us that greater purchasing power alone is not enough to make a market flourish and to improve the quality of life of the European Citizen. For this, confidence is required. A strong consumer policy is needed. This has been recognised in the Amsterdam Treaty which calls for a high level of consumer protection in the definition and implementation of Community policy.

The aim must be, as it has always been, to guarantee the highest possible standards of safety, to ensure quality and to provide transparent access to information and redress. These principles are the foundations upon which consumer confidence rests and will remain the key objectives of the Health and Consumer Protection Directorate-General in the new millennium.

Rebuilding trust in the food sector is one of the highest priorities. Sound scientific evidence must continue to be the cornerstone of food policy-making. Independence, excellence and transparency will remain the hallmarks of the Scientific Committees. The value of their work should not be underestimated. The Committees have made a considerable contribution to decision-making on important and complex issues such as BSE/TSE and antibiotic resistance.

However, we need to be aware that science may not always be able to provide all of the answers. Current scientific knowledge may be incomplete and scientists might in their risk assessment have different views on the interpretation of the data available. In circumstances where a serious risk to public health is identified but where science is incomplete, the precautionary principle should be applied. We need to make this principle operational by clarifying the criteria for its use inside the Union and beyond.

In all cases, policy-makers and politicians need to consider other aspects such as economic, social and environmental parameters alongside scientific evidence. They also have a responsibility to develop a coherent approach to decision-making, throughout the whole of the food chain. Close co-ordination between all interested parties and at all levels in the preparation of risk management measures is essential.

Risk communication is another key element. Consumer confidence, even in the best system, cannot be sustained if consumers themselves are left in the dark. Consumers need clear and understandable information allowing them to make a well-informed choice. New information technologies are an important tool here. They will assist us in ensuring that the consumer voice is heard and acted upon in the 21st century.

## Présidence portugaise - renforcer et développer les instruments consommateurs



Source: Internet

Lisboa

*Die vertiefte Einbeziehung der Verbraucherschutzpolitik in andere Gemeinschaftspolitiken - der Grundsatz ist in Artikel 153 des Vertrags von Amsterdam verankert - und der „Vollzug“ des Gemeinschaftsrechts zählen zu den Prioritäten der portugiesischen Präsidentschaft.*

*Die Schaffung eines europäischen Netzes außergerichtlicher Gremien für die außergerichtliche Beilegung von Verbraucherstreitsachen ist einer der Vorschläge der portugiesischen Präsidentschaft.*

*Die Arbeiten der vorangegangenen Präsidentschaften im Zusammenhang mit dem Fernabsatz von Finanzdienstleistungen wird Portugal fortsetzen. Weitere Prioritäten sind Nahrungsmittelsicherheit und allgemeine Produktsicherheit.*

*Auch die Globalisierung und Regulierung auf der einen und die Verschuldung der Verbraucher auf der anderen Seite sind zentrale Anliegen und Themen für die portugiesische Präsidentschaft.*

*The extension of the principle that consumer protection is a horizontal issue, as enshrined in Article 153 of the Treaty of Amsterdam, and the enforcement of Community legislation feature among the priorities of the Portuguese Presidency.*

*The creation of a European network of out-of-court bodies for the settlement of consumer disputes constitutes one of the proposals of the Portuguese Presidency.*

*Following on from previous Presidencies, Portugal will continue the work dealing with the distance selling of financial services. The issues of both food and general product safety will likewise continue to be pursued.*

*Globalisation and regulation on the one hand and consumer debt on the other are also key concerns and themes for the Portuguese Presidency.*

La présidence portugaise aura comme cadre de référence le principe d'horizontalité de la politique de protection des consommateurs énoncé à l'article 153 du traité d'Amsterdam, selon l'orientation définie par cet article: faire en sorte que les exigences de la protection des consommateurs soient prises en compte dans la définition et la mise en œuvre de ses autres politiques et actions de la Communauté.

Dans le prolongement de la recommandation de la Commission relative aux organismes extrajudiciaires de règlement des litiges en matière de consommation, le Portugal soutient la création d'un réseau qui facilite l'accès des consommateurs à la justice à l'échelle européenne.

Le Portugal poursuivra les travaux de la présidence finlandaise concernant les ventes à distance de services financiers, à la lumière de la résolution du Conseil Marché intérieur du 8/12/99 sur ce même thème.

Au premier rang des priorités de la présidence portugaise figureront également les questions de la sécurité, celles liées à la sûreté alimentaire, dont la problématique visant à exiger des solutions en matière d'organisation et des normes est fondamentale pour le Portugal ou celles relatives à la sécurité générale des produits.

Attentive à l'évolution de la commercialisation des produits et des services dans le contexte de la mondialisation,

du commerce électronique et des nouvelles technologies de l'information ainsi qu'aux conséquences de la privatisation des services d'intérêt général, la présidence portugaise soutient la création de mécanismes de réglementation et d'autorégulation qui influenceront fondamentalement sur ces services.

À cet effet, le Portugal propose d'organiser en juin 2000, aux Açores, une conférence sur le thème: "Mondialisation, réglementation et autorégulation, et intérêts des consommateurs."

Dans un marché où l'offre de services et de produits est très alléchante et diversifiée et où l'accès au crédit à tous est encouragé, la présidence portugaise s'attachera à débattre des questions inhérentes au surendettement des familles et aux mesures préventives à adopter au niveau communautaire.

L'application concrète de la législation communautaire constitue une préoccupation des institutions européennes et figurera au nombre des priorités de la présidence portugaise, qui étudiera les modalités pratiques de la transposition des directives, notamment celles concernant les actions en cessation et les clauses abusives ainsi que les rapports de la Commission relatifs au partage de temps "timesharing" et aux voyages organisés.



Acácio Barreiros  
Secretário de Estado para  
a Defesa do Consumidor

*Acácio Barreiros, Secretário de Estado para a Defesa do Consumidor, Lisboa, Portugal  
E-Mail : caetano@pcm.gov.pt*

## Elargissement – le changement dans la continuité

*Zypern, die Tschechische Republik, Estland, Ungarn, Polen, Slowenien, Bulgarien, Lettland, Litauen, Rumänien, die Slowakei, Malta und die Türkei haben sich offiziell um den Beitritt zur Europäischen Union beworben. Auf seiner Tagung vom 10.-11. Dezember 1999 in Helsinki hat der Europäische Rat eine Reihe von Entscheidungen getroffen, die eine neue Phase des Erweiterungsprozesses einleiten. Seit der Ratstagung, auf der die Türkei den Status eines Beitrittslandes erhielt, betrifft der Erweiterungsprozeß 13 Länder. Diese Länder sind gleichberechtigt in den Beitrittsprozeß einbezogen. Ein Schlüsseldokument der Heranführungsstrategie ist die Beitrittspartnerschaft, in der die wichtigsten kurz- und mittelfristigen Prioritäten für die Beitrittsländer festgelegt sind. In Sitzungen von Unterausschüssen werden die Entwicklungen in den beitragswilligen Länder erörtert. Das auf die Stärkung der Leistungsfähigkeit der Verwaltungsbehörden ausgerichtete Programm PHARE ist das wichtigste Finanzinstrument der Heranführungsstrategie. Die Kommission hat eine neue detaillierte Bewertung des Prozesses in den Beitrittsländern durchgeführt. Der folgende Artikel zeigt, daß noch immer große Unterschiede bei der Entwicklung in den einzelnen Beitrittsländern bestehen.*

*Cyprus, the Czech Republic, Estonia, Hungary, Poland, Slovenia, Bulgaria, Latvia, Lithuania, Romania, Slovakia, Malta and Turkey have formally applied for membership of the European Union. The European Council met in Helsinki on 10 and 11 December 1999, and has taken a number of decisions making a new stage in the enlargement process. One result of the Council meeting is that since Turkey is acknowledged as a Candidate State, the accession process comprises 13 Candidate States. These states are participating in the accession process on an equal footing. A key document in the strategy for EU accession is the Accession Partnership, which lays out the main short and medium-term priorities for the Candidate States. In sub-committee meetings the development of the Candidate States are discussed. PHARE, which is focused on strengthening the administrative capacities, is the main financial instrument of the pre-accession strategy. The Commission has made a new detailed assessment of progress in the Candidate States. This report illustrates that there is still great diversity between the development of the different Candidate States.*

La mise en œuvre de la législation communautaire s'effectue en plusieurs étapes. Dans une première étape, les pays candidats transposent en droit national l'intégralité de la législation communautaire appelée l'acquis communautaire. La deuxième étape consiste à mettre en place des infrastructures de suivi et d'application de la législation nationale ou à renforcer des structures existantes. Enfin, la troisième étape est celle au cours de laquelle les destinataires des décisions prises par les autorités chargées du respect des lois vont acquérir les moyens d'ester en justice.

La protection des consommateurs et de leurs droits sont des notions qui n'existaient pas dans les anciennes économies socialistes; il n'y avait donc aucune stratégie ni institution officielle de l'État ayant pour objet, entre autres, la politique des consommateurs. Depuis lors, de nombreux pays d'Europe centrale et orientale ont intégré dans leur législation des instruments législatifs communautaires essentiels dans ce domaine et ont commencé à prendre conscience de l'importance de la protection des consommateurs et du consumérisme.

Chypre, la République tchèque, l'Estonie, la Hongrie, la Pologne, la Slovaquie, la Bulgarie, la Lituanie, la Roumanie, la Malte et la Turquie ont officiellement sollicité leur adhésion à l'Union européenne. L'élargissement a été un des points qui ont été discutés au Conseil européen de Helsinki les 10 et 11 décembre 1999. Le Conseil

européen a confirmé l'importance du processus d'élargissement et a déclaré que 13 pays, y compris la Turquie participeront désormais à ce processus sur un pied d'égalité. Ils doivent partager les valeurs et les objectifs de l'Union européenne tels qu'ils sont énoncés dans les traités. L'avancement des négociations doit aller de pair non seulement avec l'intégration de l'acquis dans la législation des pays candidats mais aussi avec la mise en œuvre de celui-ci dans la pratique.

La stratégie d'adhésion à l'Union européenne s'articule autour d'un document clé, le partenariat pour l'adhésion, qui définit les principales priorités des pays candidats à court et à moyen terme et décrit les moyens financiers disponibles pour faciliter la réalisation de ces priorités, ainsi que les conditions à remplir pour demander une assistance de l'Union européenne. De fréquentes réunions de sous-comités pluridisciplinaires sont organisées dans chaque pays où un Accord Europe est en vigueur. Ces réunions sont autant de plateformes qui permettent de contrôler l'adoption et l'application de l'acquis et de discuter de coopération financière et technique.

Le processus d'adhésion implique obligatoirement de multiples examens analytiques. Il s'agit de réunions multilatérales et bilatérales. Les réunions multilatérales sont destinées à expliquer la législation communautaire, à indiquer où des adaptations techniques sont nécessaires et à donner aux pays candidats la possibilité de poser des questions en relation avec les

aspects abordés. Le but des réunions bilatérales est de faire le point sur l'état d'application de la législation communautaire et de fixer des échéances auxquelles la législation nationale devra être en conformité avec la législation communautaire. Dans ce type de réunions, l'accent est mis sur le fonctionnement des structures administratives nécessaires pour contrôler et faire appliquer la législation nationale qui transpose le droit communautaire. À l'issue des réunions bilatérales, des rapports d'analyse sont rédigés qui décrivent la situation. Les examens analytiques du chapitre relatif à la protection du consommateur ont eu lieu pour tous les pays candidats, à l'exception de la Turquie. Les pays candidats, qui ont participé à des examens analytiques sur les questions de politique des consommateurs, ont accepté l'acquis et leurs autorités ont estimé que la transposition en droit national ne devrait poser aucun problème majeur. Les négociations sur le chapitre concernant la protection des consommateurs ont eu lieu avec Chypre, la République tchèque, l'Estonie, la Hongrie, la Pologne et la Slovénie. Ce chapitre est un de ceux qui sont clos. L'année prochaine, des négociations s'ouvriront avec la Roumanie, la Slovaquie, la Lettonie, la Lituanie, la Bulgarie et Malte. Au cours de ces négociations, chaque pays candidat sera jugé sur ses mérites propres. Le Conseil européen a rappelé que satisfaire les critères économiques et politiques de Copenhague est une condition préalable à l'ouverture de négociations d'adhésion à l'Union.

Devant l'accélération du processus d'élargissement, PHARE, le principal instrument financier de la stratégie de pré-adhésion, se concentre sur la préparation des pays candidats à l'adhésion. Le renforcement des capacités interinstitutionnelles et administratives et l'aide à l'investissement sont deux domaines prioritaires. La Commission européenne soutient le développement institutionnel dans le but de renforcer à la fois les institutions publiques et privées. Le système du jumelage est le mécanisme le plus important en matière de renforcement institutionnel. Il consiste à établir des liens de travail étroits entre des institutions nationales dans les États membres et leurs homologues dans les pays candidats en fonction de besoins associatifs.

La Commission a établi une nouvelle évaluation des progrès accomplis dans les pays candidats. Il en résulte que certains pays ne seront pas en mesure de remplir à moyen terme tous les critères économiques et politiques fixés en 1993 par le Conseil européen de Copenhague. Le degré de conformité

des législations nationales en vigueur ou en projet avec la législation communautaire diffère aussi largement entre les pays candidats. Ceux-ci doivent poursuivre la transposition dans leur législation de l'acquis communautaire. Ils doivent renforcer la surveillance du marché et les effectifs des autorités de contrôle et améliorer l'accès à la justice des consommateurs en cas de litige.

Il est capital d'instaurer un mouvement consumériste indépendant. Promouvoir et aider les organisations de consommateurs indépendants est un des points forts du chapitre sur la protection des consommateurs. En effet, un mouvement consumériste fort joue un rôle essentiel sur le terrain et contribue au développement d'une politique de la consommation et de la société civile.

*Yvonne Stein,  
DG "Santé et protection des consommateurs"  
e-mail : Yvonne.Stein@cec.eu.int*



# Consumer Guidelines for Candidate Countries – Meeting in Brussels

*Am Vorabend der von der Generaldirektion Gesundheit und Verbraucherschutz einberufenen Jahrestagung der Verbraucherorganisationen (17. November '99) fand ein Seminar statt, das den beitragswilligen Ländern gewidmet war. Zentrales Thema der Seminarbeiträge wie auch der Diskussionen waren die Strukturen und Prozesse zur Erarbeitung einer möglichst effektiven Verbraucherpolitik und eines möglichst effektiven Verbraucherschutzes in den sich im Umbruch befindenden Wirtschaftssystemen der mittel- und osteuropäischen Länder. Diskussionsgrundlage bildete ein im Rahmen des Programms PHARE erarbeitetes Bündel von Leitlinien zur Verbraucherpolitik. Darin behandelt werden Fragen wie die unterschiedliche Regelung der Zuständigkeiten für Verbraucherpolitik auf Ebene der Regierungen, der Stellenwert regierungsunabhängiger Organisationen (NROs) und die Beziehungen zwischen Regierungsbehörden und NROs. Im Vordergrund der lebhaften Seminar-Diskussionen standen so wichtige Fragen wie staatliche Finanzierung und Unabhängigkeit, Kompetenzenteilung zwischen Organisationen des öffentlichen und privaten Sektors sowie gegenseitige Beziehungen, Anzahl von NROs pro Land sowie Weiterentwicklungs- und Bildungsbedarf. Die Leitlinien stießen auf reges Interesse. Als nützlich erachtet wurden sie nicht nur für die jungen Demokratien in Mittel- und Osteuropa, sondern insgesamt auch für die EU und Drittländer.*

*Un séminaire consacré aux pays candidats s'est tenu la veille de l'assemblée des organisations de consommateurs (17 novembre '99) réunie par la DG Sanco. Le thème principal du séminaire et les discussions étaient axés sur les structures et les procédures permettant de mettre en place la politique et la protection des consommateurs les plus efficaces au sein des économies de transition d'Europe centrale et orientale. Le document sur lequel ces discussions reposaient est un ensemble de "Lignes directrices pour la politique des consommateurs", élaborées dans le cadre du programme Phare de politique des consommateurs. Ces lignes directrices traitent de questions telles que la place différente de la politique des consommateurs au sein du gouvernement, l'importance des organisations non gouvernementales (ONG) et les relations entre les services gouvernementaux et les ONG. Lors du séminaire, un débat animé a porté sur des thèmes majeurs tels que le financement par le gouvernement et l'indépendance, les relations et la répartition des responsabilités entre les organisations du secteur public et privé, le nombre d'ONG dans chaque pays et la nécessité d'un développement et d'une formation continus. Les lignes directrices ont été accueillies favorablement et jugées utiles, non seulement pour les récentes démocraties d'Europe centrale et orientale, mais également au niveau communautaire et mondial.*

The underlying theme of this seminar, which took place the day before the EU consumer organisations' assembly (17 November '99), was 'the division of responsibilities between government and NGOs'. The basis for discussion was a set of so-called Guidelines, developed as part of the Phare Consumer Policy Programme<sup>1</sup>. The key issue of this work is how to build a structure of consumer protection which ensures:

- Clarity of definition of the roles of public and private sector consumer organisations;
- Both sectors have enough resources to carry out their apportioned work.

The Guidelines - aimed at ministers, officials, consumer activists and academics - concentrate on organisational systems and process. They are non-prescriptive, in the form of checklists and open questions, leaving it to each country to follow their own traditions and cultural preferences in finding the answers. They deal with such issues as, for example, different locations of consumer policy within government; the importance of independent NGOs; relationships between government departments and NGOs.

These guidelines received general support from the meeting - it was strongly felt that they apply not just in the countries of Central and Eastern Europe but Europe-wide and globally too. The non-prescriptive nature of their open questions was also much liked.

The main points generated by the discussion concerned:

- The issue of government funding of consumer organisations and how that affects the independence of the NGOs. The conclusion, in general, was that there was some obligation on the part of government to support civil society, that finding alternative sources of funding was also desirable but that the independent organisations have to "have the freedom to bite the hand that feeds them";
- The issue of division of work, appropriate structures

and location of consumer policy functions within government;

- The issue of numbers of consumer organisations and whether they should be encouraged to develop artificially - by government legislation or decree - how many should there be, how and why they should form a stronger, unified voice;
- The very important issue of continued training for NGOs, government officials and the judiciary and the necessity for continued EU support for such training.

The important conclusion linked to the discussions at the seminar was that "in order to achieve a high level of consumer protection in a country, you need both strong state institutions and a strong non-government movement. No country has achieved this level without strength in both public and private sectors".

The Candidate Countries' seminar was attended by a number of ministers and high level officials. If, as a consequence of the work on the Guidelines and this seminar, ministers start showing a real interest and commitment to the consumer policy cause, the work will have achieved its purpose<sup>2</sup>.



A. Fielder

A. Fielder  
Consumers' International, London (UK)  
Email: [Afielder@consint.org](mailto:Afielder@consint.org)

<sup>1</sup> The Phare CCP programme is a two year regional programme aimed at 13 countries of Central and Eastern Europe (Albania, Macedonia, Bulgaria, Bosnia-Herzegovina, Slovenia, Romania, Lithuania, Latvia, Estonia, Hungary, Poland, Slovakia, Czech Republic) to develop their consumer protection system, both public and private. It is funded by the Commission and managed jointly by Arbeitsgemeinschaft der Verbraucherverbände (Bonn), Centre de Droit de la Consommation (Louvain La Neuve) and Consumers International. The programme is due to end in the Spring of 2000.

<sup>2</sup> For more information, or a copy of the Guidelines when published, please contact Consumers International, email [agranson@consint.org](mailto:agranson@consint.org).



## New methods - new pitfalls

Door to Door Selling, Pyramid Selling and Multi-Level Marketing impact on millions of European consumers in their everyday lives. The Directorate General for Health and Consumer Protection considers the time is right to reflect on the current economic and legal framework in the EU and examine where we might go from here. The public's input to this consultation process is invited and encouraged.

### Door to Door Selling • Pyramid Selling • Multi-Level Marketing (MLM)

The Directorate-General for Health and Consumer Protection has made available on its website<sup>1</sup> a study which it commissioned from the consultants "Institut für Europäisches Wirtschafts- und Verbraucherrecht (VIEW)".

This has been done in order to stimulate discussion and to collect further views on the envisaged amendment of the Doorstep Selling Directive [85/577/EEC, OJ No 372, 31.12.1985 p.31], which includes bringing it into line with the Distance Selling Directive [97/7/EC, OJ No L 144, 4 6 1997 p 19.], and which might encom-

pass certain aspects of Multi-Level Marketing (see the Commission's Consumer Policy Action 1999-2001, [COM(1998) 696, final], in particular pages 15-20 entitled 'Full Respect for the Economic Interests of EU Consumers').

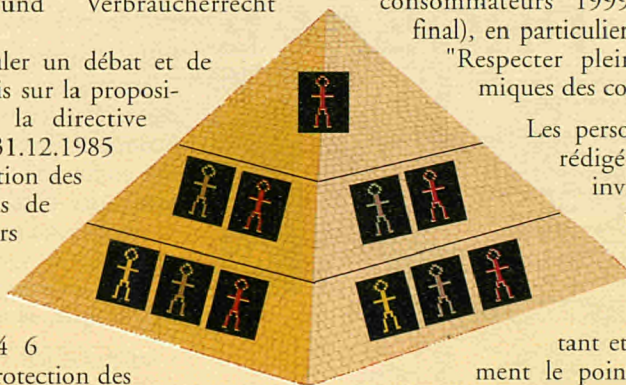
Reaction from interested parties to the study, which is in the English language, is invited in accordance with the manner specified on the website.

Of course the study only embodies the stance of the contractor and does not necessarily represent the present opinion of the Commission's services.

### Vente porte-à-porte • Vente pyramidale • Vente par réseau coopté

La Direction générale "Santé et Protection des consommateurs" a placé sur son site Internet<sup>2</sup> une étude commandée au bureau de consultants Institut für Europäisches Wirtschafts- und Verbraucherrecht (VIEW).

Son intention est de stimuler un débat et de recueillir de plus amples avis sur la proposition de modification de la directive 85/577/EEC (JO No 372, 31.12.1985 p.31) concernant la protection des consommateurs dans le cas de contrats négociés en dehors des établissements commerciaux et son alignement sur la directive 97/7/EC (JO No L 144, 4 6 1997 p 19) concernant la protection des consommateurs en matière de contrats à distance;



la discussion pourrait s'étendre à certains aspects de la vente par réseau coopté (voir la communication de la Commission "Plan d'action pour la politique des consommateurs 1999-2001 (COM(1998) 696, final), en particulier les pages 15 à 20 intitulées "Respecter pleinement les intérêts économiques des consommateurs").

Les personnes intéressées par l'étude, rédigée en langue anglaise, sont invitées à faire part de leurs réactions de la manière décrite sur le site Internet.

Il est évident que l'étude n'engage que le contractant et ne représente pas nécessairement le point de vue des services de la Commission.

### Haustürgeschäfte • Vertrieb nach dem "Schneeballsystem" • MultiLevel-Marketing (MLM)

Die Generaldirektion "Gesundheit und Verbraucherschutz" stellt auf ihrer Webseite<sup>3</sup> eine Studie zur Diskussion, die beim Institut für Europäisches Wirtschafts- und Verbraucherrecht (VIEW) in Auftrag gegeben wurde.

Ziel ist es, eine Diskussion zu diesem Thema sowie weitere Reaktionen bezüglich der geplanten Änderung der Richtlinie über Haustürgeschäfte [85/577/EEG, ABl. 372, 31.12.1985, S. 31] anzuregen. Sie soll damit auch an die Richtlinie über den Fernabsatz [97/7/EG, ABl. L 144, 4.6.1997, S. 19.] angepasst werden, wobei gleichzeitig einige Aspekte des Multilevel-Marketing einbezo-

gen werden könnten (siehe den Verbraucherpolitischen Aktionsplan 1999-2001 der Kommission [KOM(1998) 696 endg.], insbesondere den Abschnitt "Uneingeschränkte Wahrung der wirtschaftlichen Interessen der Verbraucher in der EU", S. 19 - 25).

Interessierte Leser werden daher aufgefordert, ihre Kommentare zu der Studie, die in englischer Sprache vorliegt, nach dem auf der Webseite angegebenen Verfahren zu übermitteln.

Selbstverständlich gibt die Studie nur die Ansicht des Autors und nicht notwendigerweise die Meinung der Kommission wieder.

<sup>1</sup> [http://www.cc.cec:8082/comm/dg24/library/surveys/sur10\\_en.html](http://www.cc.cec:8082/comm/dg24/library/surveys/sur10_en.html)

<sup>2</sup> [http://www.cc.cec:8082/comm/dg24/library/surveys/sur10\\_fr.html](http://www.cc.cec:8082/comm/dg24/library/surveys/sur10_fr.html)

<sup>3</sup> [http://www.cc.cec:8082/comm/dg24/library/surveys/sur10\\_de.html](http://www.cc.cec:8082/comm/dg24/library/surveys/sur10_de.html)

# 'PROSAFE online' - crossborder safety at a glance

Unlängst wurde eine neue Website mit dem Namen "PROSAFE-online" ins Internet gestellt. Die Website soll dazu beitragen, die physischen Hemmnisse zu überwinden, die den gegenseitigen Austausch zwischen den europäischen Regelungsstellen für Produktsicherheit bei ihrem Bestreben, gemeinsam auf den Vollzug von Produktsicherheitsbestimmungen und für den Verbraucherschutz in einem vielgestaltigen und sich ständig wandelnden Europa hinzuwirken, entgegenstehen.

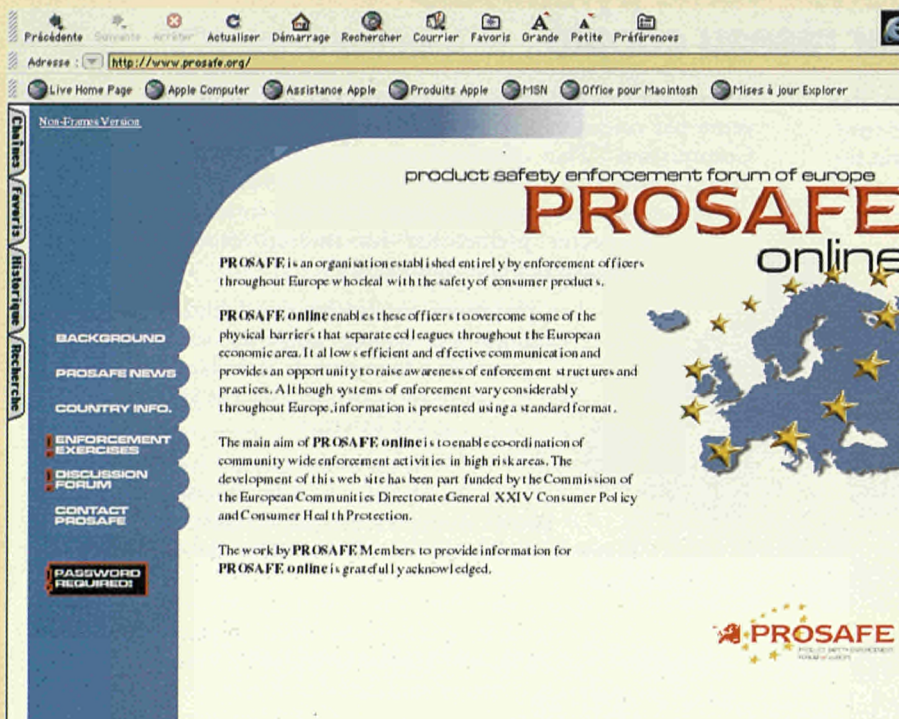
Die PROSAFE-Website ist für Verbraucher, Handel und Wirtschaft ebenso wie für Regelungsbehörden unter folgender Web-Adresse abrufbar: [www.prosafe.org](http://www.prosafe.org)

Primäres Ziel von "PROSAFE online" ist die Koordinierung der gemeinschaftsweiten Regelungstätigkeiten auf dem Gebiet besonders gefährlicher Produkte. Mitfinanziert wurde die Website von der Generaldirektion "Gesundheit und Verbraucherschutz" der Europäischen Kommission. Angeboten werden Informationen über die Organisation PROSAFE sowie Neuigkeiten und Kurzdarstellungen der Regelungsstellen für Produktsicherheit in den Mitgliedstaaten.

Un nouveau site web 'PROSAFE online' a été lancé pour surmonter les obstacles matériels auxquels se heurtent les organisations européennes de contrôle de la sécurité des produits qui s'efforcent de collaborer dans le but de faire appliquer la législation sur la sécurité des produits et de protéger les consommateurs dans une Europe multiple et en constante mutation.

Les consommateurs, les entreprises et les fonctionnaires chargés de l'application de la législation ont la possibilité de visiter le site web PROSAFE à l'adresse: [www.prosafe.org](http://www.prosafe.org)

"PROSAFE online" facilitera la coordination des mesures communautaires en matière d'application de la législation dans des domaines de produits à haut risque et a bénéficié en partie du financement de la DG "Santé et Protection des Consommateurs" de la Commission européenne. Celle-ci fournit des informations sur PROSAFE, l'actualité et les organisations de contrôle de la sécurité des produits dans les États membres.



been represented at meetings. PROSAFE has been supported by the European Commission (DG XXIV, DG XV, DG III) and EFTA. Interest has now been also expressed by enforcement officers from Central and Eastern European States and organisations such as ANEC and CEN.

PROSAFE online enables these officers to overcome some of the physical barriers that separate colleagues throughout the European Economic Area. It allows efficient and effective communication and provides an opportunity to raise awareness of enforcement structures and practices. Although systems of enforcement vary considerably throughout Europe, information is presented using a standard format, which provides:

- An introduction to PROSAFE, its objectives and membership contact details.
- A profile of the product safety enforcement organisations in PROSAFE Member States. This includes an introduction, organisational structure, enforcement practice, product safety legislation and contact information.

The Product Safety Enforcement Forum of Europe (PROSAFE) has launched a new website for consumers, businesses, & enforcement officers throughout Europe. You may access the website at: [www.prosafe.org](http://www.prosafe.org)

PROSAFE is a professional body of European enforcement officers who are experts in consumer product safety. The group was established after recognising the need to build the trust and operational understanding between enforcement officials, charged with the task of working together to enforce community law.

The first formal meeting of the group was in 1990. Since that time, most Member States and EFTA (the European Free Trade Association) countries have

- PROSAFE News items which may be viewed by country or category.

Most areas on the website are open to the public, although the Discussion Forum and Enforcement Exercises information pages have confidential access limited to PROSAFE Members. The development of PROSAFE online has been part funded by the Commission of the European Communities (Directorate General Health and Consumer Protection).

The main aim of PROSAFE online is to enable co-ordination of community wide enforcement activities in high-risk areas. PROSAFE Members are currently working on a number of joint enforcement projects

concerning gas lighters, folding chairs and laser products which will demonstrate effective European co-operation in market surveillance activities.

An updated and extended printed PROSAFE Directory will also be available from December 1999. This provides a unique reference document for enforcement officers, businesses and others interested in European consumer product safety. Copies of the Directory cost £75.00 per copy (including VAT and carriage). To receive copies please send a written order together with a sterling bankers draft (made payable to PROSAFE) to the address below.

The work of all PROSAFE Members, in providing

the information for PROSAFE online and the PROSAFE Directory is gratefully acknowledged.

For further information about PROSAFE please contact Noel Hunter, PROSAFE Secretary, c/o Warwickshire County Council, Trading Standards Department, Old Budbrooke Road, Warwick CV35 7DP, United Kingdom (tel: 00 44 (0)1926 414015 email: noelhunter@warwickshire.gov.uk fax: 00 44 (0)1926 414014).

*Noel Hunter,  
PROSAFE Secretary and County Trading Standards  
Officer, Warwickshire County Council, UK  
email: noelhunter@warwickshire.gov.uk*

## 'Sewage sludge for animals?'

*Auf die Enthüllung der Presse, daß in einigen Mitgliedstaaten Spuren von Klärschlamm im Tierfutter festgestellt wurden, reagierte die Kommission unverzüglich und wies die Mitgliedstaaten auf die geltenden gemeinschaftlichen Rechtsvorschriften hin, die eine solche Praxis eindeutig verbieten, und forderte präzise Informationen über die Lage in allen 15 Mitgliedstaaten an.*

*Es ist nicht auszuschließen, daß die Kommission in naher Zukunft eine Änderung der geltenden Rechtsvorschriften vorschlagen wird, um jegliche Unklarheit auszuräumen.*

*Suite à la découverte par la presse de traces de boues d'épuration dans l'alimentation destinée au bétail dans certains Etats membres, la Commission a immédiatement réagi, rappelant aux Etats membres la législation Communautaire en vigueur, qui interdit clairement cette pratique et leur demandant des informations précises sur la situation dans les quinze Etats membres.*

*Il n'est pas exclu que la Commission présente dans le futur proche un amendement de la législation en cause, afin d'éviter toute ambiguïté.*

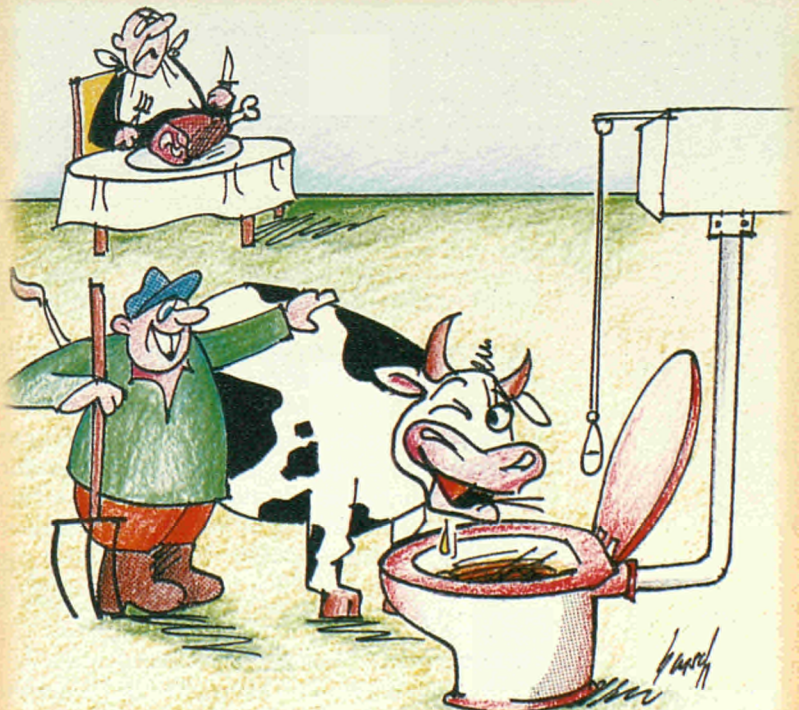
In recent weeks, there has been a lot of media attention on the use of sludge - from sewage plants treating wastewaters - in animal nutrition in several Member States. In fact, the national anti-fraud unit of one Member State already detected this illegal practice at the end of 1998.

As soon as the Commission was informed of this illegal practice, it reacted immediately by requesting clarification of the situation from the authorities of the Member States involved and by organising urgent missions to verify the implementation of the relevant Community legislation in these countries.

The Commission sent an urgent request to all Member States reminding them that the issue of "sludge from sewage plants treating wastewaters" (sewage sludge) is included in the Annex to Commission Decision 91/516/EEC of 9 September 1991, establishing a list of ingredients whose use is prohibited in compound feedingstuffs. This legislation specifically prohibits the use of sewage sludge in animal feeds.

The use of sewage sludge in animal nutrition was then examined by both the Standing Veterinary Committee and by the Standing Committee for feedingstuffs. These are the two Commission scientific committees, made up of representatives from the Member States, which are responsible for this matter.

As Member States may have given different interpretations to Community legislation, the Commission decided to send a detailed questionnaire to the Member States in order to check the exact interpretation of the relevant Community legislation in each Member State.



© P. Bensch

In order to avoid any ambiguity, the Commission is urgently considering an amendment to the legislation to make absolutely clear that the use of sewage sludge, irrespective of the stage of treatment, is prohibited.

*Goffredo Del Bino,  
DG Health and Consumer Protection  
Email : Goffredo.Del-Bino@cec.eu.int*

## Consumers in Hungary - learning by consuming



Budapest (Parliament)

*En vertu du Protocole concernant l'accord européen d'évaluation de la conformité, à compter du printemps 2000, tout produit industriel contrôlé en Hongrie sera exempté de nouveaux contrôles dans l'UE avant sa commercialisation. Un fonctionnaire du ministère hongrois des affaires économiques a déclaré que l'UE reconnaissait par cet accord que l'harmonisation de la législation relative à la protection des consommateurs était réalisée.*

*Depuis 1991, l'Inspection générale de la protection des consommateurs est responsable de la protection de la santé et de la sécurité des consommateurs, de la protection des intérêts des consommateurs, de la diffusion des informations adéquates auprès des consommateurs, et participe à la formation à la protection des consommateurs en Hongrie. Ses contrôles et enquêtes menés à l'échelle nationale et locale montrent que la majeure partie des réclamations introduites par les consommateurs est liée à la qualité des chaussures, des produits textiles et de l'équipement électrique.*

*Gemäß dem Protokoll über ein Europäisches Abkommen über die Konformitätsbewertung gilt ab dem Frühjahr 2000, daß ein in Ungarn getestetes Industrieprodukt nicht erneut in der EU getestet werden muß, wenn es auf dem EU-Markt vertrieben wird. Mit dieser Vereinbarung erkenne die EU an, so ein Beamter des ungarischen Wirtschaftsministeriums, daß die Rechtsangleichung im Bereich Verbraucherschutz vollzogen ist.*

*Das "General Inspectorate of Consumer Protection" (GICP) ist seit 1991 verantwortlich für den Schutz von Gesundheit und Sicherheit der Verbraucher, die Wahrung der Verbraucherinteressen und die ausreichende Information der Verbraucher. Auch hat es an der Verbraucherbildung in Ungarn mitgewirkt. Die von ihm vorgenommenen Kontrollen und Untersuchungen auf nationaler und lokaler Ebene haben gezeigt, daß ein Großteil der Verbraucherbeschwerden die Qualität von Schuhen, Textilien und Elektrogeräten betrifft.*

According to the agreement that was concluded in the middle of October 1999 by the Hungarian government offices and representatives from the European Commission, the Protocol European Conformity Assessment (PECA) facilitates for Hungarian industrial products, certified by the Hungarian laboratories, to be put on the EU market without further investigation. It is hoped that the PECA will be signed within four months – the first between the EU and an applicant country.

"It is a big step towards the free movement of goods", said Mr. Ron Korver, Task Manager of the Delegation of the European Commission to Hungary. According to Mr. Korver, if an industrial product is tested in Hungary, it does not need to be tested again in the EU before it can be sold there. But the PECA has yet to be approved by the Hungarian Government and the Association Council in Brussels. It is expected to be signed in four months' time.

"By this agreement, the EU acknowledges that the law harmonisation in the area of consumer protection

is fulfilled", said Mr. Endre Schuchtár, Departmental Manager of the Ministry of Economic Affairs. Hungarian and EU officials agree that Hungary will be able to meet the EU requirements related to consumer protection by the time of the enlargement. The PECA makes it easier for the products from seven Hungarian industries to reach the EU markets. These products are, for example, electrical equipment, gas appliances, heaters, human pharmaceutical products, surgical instruments. According to Mr. Schuchtár, the exports and imports of these products exceed 10 billion dollars per year in Hungary.

Since 1991, the General Inspectorate of Consumer Protection (GICP) has held responsibility for the protection of consumers' health and safety, the protection of consumers' interests, the provision of adequate information to consumers and it has taken part in consumer protection education. On both a national and local level, controls and investigations are performed by officials of the GICP and the nineteen county consumer protection inspectorates on several thou-

sands of products and many tens of thousands of outlets every year. The GICP has 160 officials on its payroll, and the county inspectorates are working with an average staff of 11 officials.

According to these controls and investigations, a huge part of the complaints made by consumers is related to the quality of shoes, textile products and electrical equipment. Last year, the GICP and the county inspectorates imposed a fine of 208 million Hungarian Forints (approximately 832 000 euro) against those found to be cheating consumers. In the first half of this year, the GICP made about 26 000 fact-finding investigations following consumers' complaints. 20 000 of these complaints were related to the quality of shoes.

The number of complaints is lower in the Western part of Hungary as the generally wealthier population of these areas has a greater demand for higher quality products and services. But people are poorer in Eastern Hungary and, therefore, they attach more importance to lower prices than to quality. In the markets of this part of Hungary, there are stallholders selling products - quite often of poor quality - from all Eastern European countries. The officials of the county inspectorates - sometimes cooperating with the officers of the Board of Customs and Excise, the tax inspectors and the police - regularly control these markets.

Appreciating the efforts made to develop Hungarian consumer protection, the opinion of the European Commission is that the GICP needs a more significant role in assisting the implementation and - if necessary - the enforcement of the legal regulations. In order to do that, and to be absolutely ready for the

PECA, the EU provides large amounts of subsidies. According to Mr. Korver, funds of 800 000 euro are available from the Phare '97 programme, as well as 560 000 euro from Phare '98 for equipping the laboratories of the GICP. In November, an expert from the Swedish Board of Accreditation (SWEDAC) arrived in Hungary for one year to assist the GICP in setting up the appropriate structures to carry out its consumer protection obligations according to EU law.

*Miklós Gábor Nagy,  
Journalist, Hungary  
nagygm@iscomp.hu*

Control of an Eastern Hungarian market, in cooperation with the Police



Photo: János Iklód

## „Which?“

### - Web-Trader-Logo: Orientierung beim “Online” - Kauf

*Electronic commerce, which is undoubtedly becoming a reality for private individuals, is believed to grow exponentially both in terms of the number of consumers using it and the amount of turnover it represents. While offering many advantages to consumers, e-commerce can also pose new problems that put consumer confidence at risk.*

*Facing that situation, the UK Consumers' Association has developed a scheme known as the “Which? Web Trader Code of Practice”, specifying minimum standards on sensitive areas such as advertising, consumer protection, transparency, handling of complaints and disputes, privacy and secure transmission of data. Those on-line traders who meet the requirements of the scheme can use the*



*La croissance exponentielle du commerce électronique, qui devient indubitablement une réalité pour les particuliers, repose, pense-t-on, à la fois sur le nombre des consommateurs qui utilisent ses services et sur le volume du chiffre d'affaires qu'il représente. S'il offre de nombreux avantages aux consommateurs, le commerce électronique peut aussi poser des problèmes nouveaux pouvant nuire à la confiance des consommateurs.*

*Face à cette situation, l'Association des consommateurs du Royaume-Uni a mis au point un programme intitulé “Which? Web Trader Code of Practice” qui précise les normes minimales dans des domaines sensibles comme la publicité, la protection des consommateurs, la transparence, le traitement des réclamations et des litiges, la vie privée et la sécurité de la transmission des données.*

*"Which? Web Trader Scheme" logo, a quality label for trading practices. The scheme was launched in the UK on 23rd June 1999. The Dutch, Belgian, Spanish, French, Italian and Portuguese consumer organisations are following with similar initiatives.*

*Additional information can be obtained from [robertsd@which.co.uk](mailto:robertsd@which.co.uk) and at: <http://www.which.net/webtrader/index.html>*

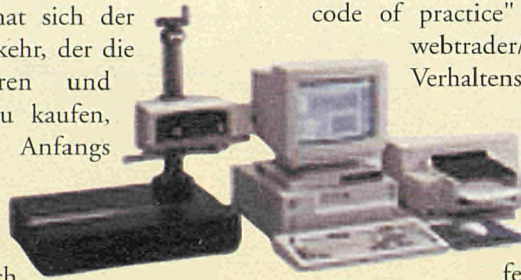
*Les commerçants opérant en ligne qui satisfont à ces exigences peuvent utiliser le logo "Which? Web Trader Scheme", label de qualité des pratiques commerciales. Ce programme a été lancé au Royaume-Uni le 23 juin 1999. Les organisations de consommateurs des Pays-Bas, de Belgique, d'Espagne, de France, d'Italie et du Portugal lui ont emboîté le pas avec des initiatives comparables.*

*Pour plus de renseignements, s'adresser à [robertsd@which.co.uk](mailto:robertsd@which.co.uk) et consulter le site <http://www.which.net/webtrader/index.html>.*

Innerhalb weniger Jahre hat sich der elektronische Geschäftsverkehr, der die Möglichkeit bietet, Waren und Dienstleistungen "online" zu kaufen, erheblich weiterentwickelt. Anfangs erleichterte er vor allem Geschäftsleuten die Kontaktaufnahme, heute wird er auch für Privatleute praktisch nutzbar. Obgleich er in Europa noch von relativ wenigen Verbrauchern genutzt wird und die Umsatzzahlen im Vergleich zu traditionellen Einkaufsmöglichkeiten immer noch recht gering sind, ist angesichts der Erfahrungen in den USA damit zu rechnen, daß sich dies in den kommenden Jahren grundlegend ändern wird. In diesem Zusammenhang sei nur eine neuere Vorausschätzung der Deloitte Consulting genannt: Bis 2002 wird beim E-Commerce ein Gesamtertrag von über 1 100 Millionen Dollar erwartet (was in etwa dem BIP Italiens im Jahr 1998 entspricht), wobei diese Zahl 1997 noch bei 15 Millionen gelegen hatte. Das entspricht einer durchschnittlichen jährlichen Wachstumsrate von 136 %.

Der elektronische Geschäftsverkehr bietet den Verbrauchern viele Vorteile, so z. B. eine größere Auswahl, leicht abrufbare Informationen, die Möglichkeit eines schnellen Vergleichs und oft niedrigere Preise. Diesen Vorteilen stehen aber auch Nachteile gegenüber: so ist z. B. manchmal nicht klar, um welche Art von Anbieter es sich handelt. Außerdem besteht die Möglichkeit eines Mißbrauchs persönlicher Daten, und die Sicherheit von Zahlungen ist nicht immer gewährleistet. Solche Risiken, die noch dadurch erhöht werden, daß das Internet keine nationalen Grenzen kennt, unterminieren das Vertrauen der Verbraucher und halten sie davon ab, den elektronischen Geschäftsverkehr zu nutzen.

Vor diesem Hintergrund hat der britische Verbraucherverband Consumers' Association ein System entwickelt, das mögliche Bedenken der Verbraucher gegen Online-Käufe ausräumen soll. Dieses System unter dem Titel „Which? Web Trader



code of practice" (siehe <http://www.which.net/webtrader/index.html>) basiert auf einem Verhaltenskodex, d. h. einer Reihe von Standards, an die sich die beteiligten Händler freiwillig halten. Dieser Verhaltenskodex legt u. a. für folgende Bereiche Mindeststandards fest: Werbung, Einhaltung der Verbraucherschutzvorschriften, Transparenz, Garantien, Verfahren für die Behandlung von Reklamationen und Rechtsstreitigkeiten, Schutz persönlicher Daten und Sicherheit bei der Datenübertragung. Händler, die sich an diesem System beteiligen wollen, müssen einen Fragebogen ausfüllen und werden von Rechtsanwälten der Consumers' Association überprüft. Online-Händler, die den Anforderungen des „Which? Web Trader Code of practice“ genügen, dürfen das „Which? Web Trader Scheme“-Logo verwenden.

Der Verhaltenskodex soll dafür sorgen, daß für die Verbraucher faire Geschäftsbedingungen und ein gewisser Mindestschutz bei Problemen mit Online-Geschäften gewährleistet sind. Das Web-Trader-Programm gibt den Händlern Verhaltensregeln vor, ist aber nicht als Gütesiegel für die angebotenen Waren und Dienstleistungen gedacht.

Im Vereinigten Königreich wurde die Aktion am 23. Juni 1999 gestartet. Verbraucherverbände in Portugal, Spanien, Frankreich, Holland, Belgien und Italien wollen dieses System ebenfalls übernehmen. Andere europäische sowie nichteuropäische Verbände dürften in Kürze mit entsprechenden Schritten folgen.

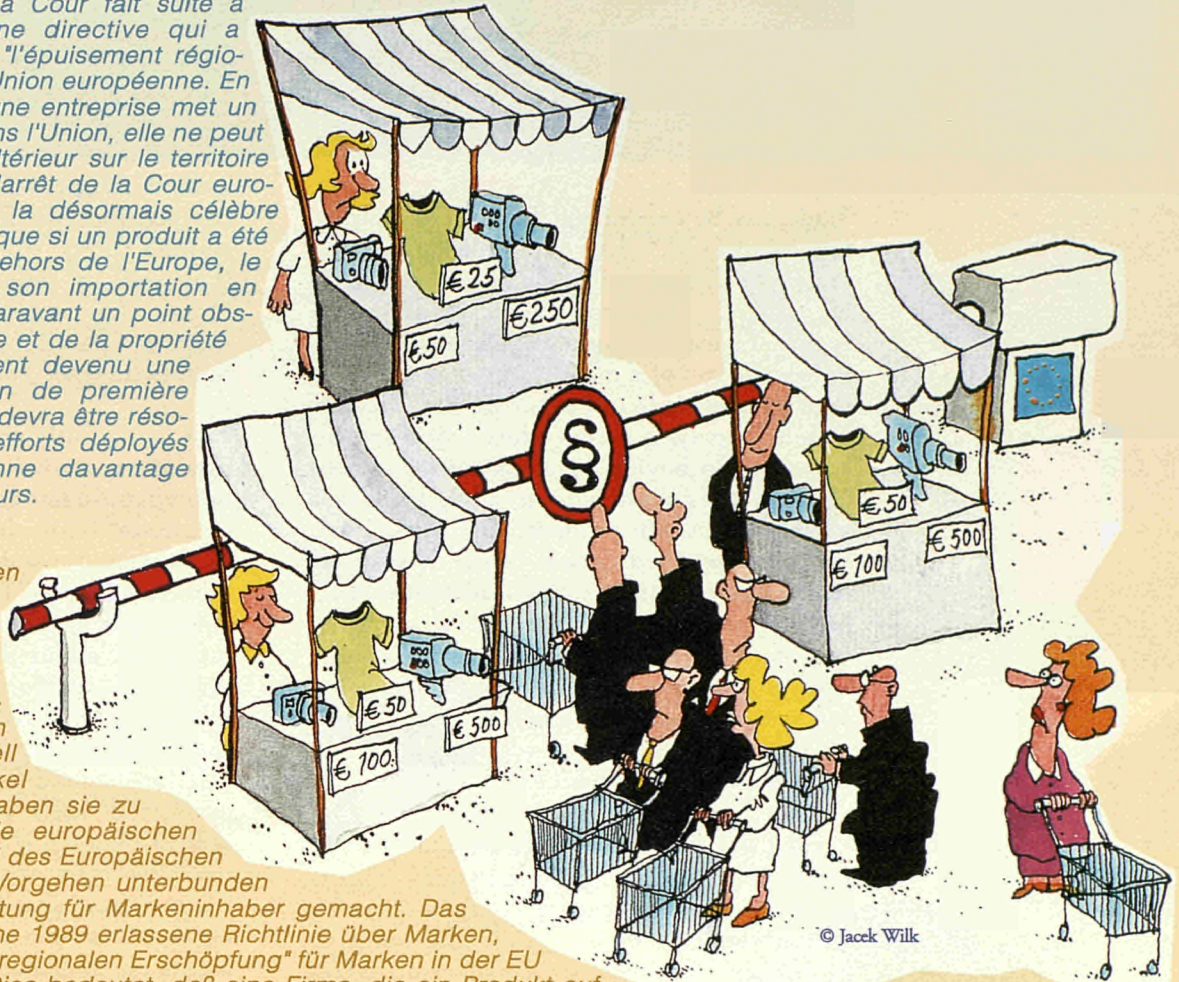
Weitere Informationen über dieses System können Sie per E-mail bei folgender Adresse anfordern: [robertsd@which.co.uk](mailto:robertsd@which.co.uk).

*Ken Roberts,  
GD Gesundheit und Verbraucherschutz  
email : [Kenneth.Roberts@cec.eu.int](mailto:Kenneth.Roberts@cec.eu.int)*

## Parallel Imports - save money, check where you buy

Les consommateurs européens ont eu tendance à payer les produits de marques plus cher que les consommateurs du reste du monde. Récemment, des détaillants européens ont mis en douce sur le marché en dehors de l'Union européenne des stocks de tels produits en les vendant avec un rabais à des consommateurs européens. Un arrêt récent de la Cour européenne de justice a stoppé net cette opération et transformé l'Europe en marché forteresse pour les propriétaires de marques. Cet arrêt de la Cour fait suite à l'adoption en 1989 d'une directive qui a consacré le principe de "l'épuisement régional" des marques dans l'Union européenne. En d'autres termes, quand une entreprise met un produit sur un marché dans l'Union, elle ne peut contrôler son parcours ultérieur sur le territoire de l'Union. Néanmoins, l'arrêt de la Cour européenne de justice dans la désormais célèbre affaire Silhouette signifie que si un produit a été mis sur un marché en dehors de l'Europe, le fabricant peut bloquer son importation en Europe. Ce qui était auparavant un point obscur de droit de commerce et de la propriété intellectuelle est à présent devenu une affaire de consommation de première importance. Cette affaire devra être résolue dans le cadre des efforts déployés pour que l'Europe tienne davantage compte des consommateurs.

Für Markenartikel zahlen die europäischen Verbraucher in der Regel höhere Preise als die Verbraucher in anderen Teilen der Welt. Vor einiger Zeit beschafften sich Einzelhändler inoffiziell Vorräte derartiger Artikel außerhalb der EU und gaben sie zu billigeren Preisen an die europäischen Verbraucher ab. Ein Urteil des Europäischen Gerichtshofs hat dieses Vorgehen unterbunden und Europa zu einer Festung für Markeninhaber gemacht. Das Urteil gründet sich auf eine 1989 erlassene Richtlinie über Marken, in der der Grundsatz der "regionalen Erschöpfung" für Marken in der EU festgeschrieben wurde. Dies bedeutet, daß eine Firma, die ein Produkt auf einem EU-Markt in Verkehr bringt, keinerlei Kontrolle über den weiteren Handel mit ihm innerhalb der EU hat. Gleichwohl hat der Gerichtshof in der zur Genüge bekannten Rechtssache "Silhouette" für Recht erkannt, daß der Hersteller eines außerhalb Europas in den Verkehr gebrachten Produkts dessen Einfuhr nach Europa unterbinden kann. Was zuvor eine Angelegenheit unverständlicher handels- und schutzrechtlicher Bestimmungen war, ist nun ein "heißes Eisen" des Verbraucherschutzes. Hier muß im Zuge der Bemühungen, Europa verbraucherfreundlicher zu gestalten, eine Lösung gefunden werden.



© Jacek Wilk

Until late last year, the European consumer was blissfully unaware of the vagaries of European intellectual property law. Few knew of, or cared about, the manner in which trademarks were awarded in Europe and the powers that such trademarks would give their owners. This state of blissful ignorance was shattered, however, with the judgement handed down by the European Court of Justice in the now infamous Silhouette case<sup>1</sup>.

This landmark case has thrust the issue to the forefront of the European debate and the reaction of the Commission to the issue will do much to affect the attitudes of consumers toward the effectiveness of the single market project.

Before addressing the present situation, it is best to look to the past. The 1989 Trademark Directive established, at an EU level, the principle of 'regional exhaustion'. This means that when a manufacturer or their authorised agent places a product on an EU (extended by

<sup>1</sup> ECJ. Case C-355/96, Silhouette International Schmied GmbH & Co. KG and Hartlauer Handelsgesellschaft GmbH

treaty to the EEA) market, they lose further control over its movement. However, the tight application of this principle of regional exhaustion also means that a product placed on a market outside the EEA cannot then be sold into the EEA without the authorisation of the brand owner. This effectively gives the power to brand owners to divide up global markets and halt all trade in their goods that they do not see as being beneficial. In the past, the UK (alongside German and Dutch) courts have tended to come down on the side of freer trade when faced with trademark violation claims by manufacturers.

Trade can be carried out by 'official' importers, who act on behalf of a trademark owner, or can be carried out by unauthorised 'parallel' traders. The former generally act as the agents of a manufacturer, the latter tend to act independently of a manufacturer's wishes and then parallel trade can occur for a number of reasons. Firstly, it occurs when a firm sees an advantage in buying up stocks of low-priced goods in one country and in selling them into another country (e.g. imported Japanese cars). Secondly, when a brand owner has excess stocks that he wishes to off-load onto a market without damaging their own sales strategy (the outlet chain phenomenon). Thirdly, when a retailer is refused stock by a supplier and accesses stock unofficially in a third country (e.g. UK supermarkets accessing jeans and perfumes in Latin America).

Parallel traded goods tend to be sold at lower prices than officially imported goods. This is an obvious, and immediate, consumer benefit. The lower price of the goods also helps to undermine the selective distribution agreements under which brand owners can effectively fix prices. In industries where a tight web of such agreements operates, overall prices tend to be higher than in markets without such networks of agreements. These networks of agreements are a significant factor in the European economy, covering everything from cars to perfumes and CDs.

The Silhouette case at the European Court of Justice was the first major test case for the 1989 Trademark Directive. The judgement essentially gave brand owners the power to stop 'unofficial' trade in their products. The judgement has enormous implications for parallel traders and will, at the very least, hamper the ability of traders to access goods, and, at worst, stop them trading altogether. While the supermarkets appear to have enough market power to resist legal threats, other parallel traders

probably do not have enough clout to ignore legal action.

The relative lack of power on the part of smaller traders has been confirmed recently in the UK, and previously in Belgium, by the decision of Honda to take legal action to stop the parallel trading of motorcycles. Their decision follows two developments. Firstly, parallel trading of motorbikes has grown enormously in Europe given the relative ease of shipping large number of motorbikes across borders. Some estimates put the parallel bike share of the total bike market at around 30 per cent. This increased price competition has forced all the major bike manufacturers to cut their list prices by thousands of pounds per bike. Secondly, Honda has recently successfully sued a Belgian parallel trader following the Silhouette case.

The recent Silhouette case in its interpretation of the Trademark Directive is profoundly anti-consumer and anti-trade. It raises the spectre of Europe becoming the Fortress that many feared would arise from the Single Market project of 1992. Europe should be all about open trade and freer choice for consumers, not about allowing brand owners to divide and exploit consumers both within Europe and between Europe and the rest of the world. In the short run, consumer organisations should pressure their governments to instruct their solicitors to back retailers against branded goods makers in future cases resulting from the trademark directive. In the medium term, Europe should negotiate a series of bilateral mutual recognition agreements on trademark protection with significant sources of parallel imports to overrule the trademark directive fortress protection. The US-Europe Transatlantic Economic Partnership offers a great opportunity to do this. Irrespective of these two moves, greater scrutiny must be made of selective distribution agreements in Europe as the Trademark Directive has further highlighted the ability of these agreements to restrict consumer choice. In the long run, the 1989 Trademark Directive has to be amended to enable greater parallel trading through the use of global exhaustion principles. This means that when a brand owner places a product into a market they lose further control over where it is sold.

*Phil Evans, Consumers Association, UK  
E-mail: EvansP@which.co.uk*



## Consumers' agenda for Seattle



*Les organisations de consommateurs ont fortement critiqué le fonctionnement de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce). À l'approche de la réunion ministérielle de l'OMC à Seattle, elles ont appelé à évaluer ses résultats précédents et à instaurer un programme visant à résoudre les problèmes. L'application, au niveau du commerce mondial, des objectifs de l'OMC tels qu'ils ont été énoncés à l'origine, y compris l'augmentation du niveau de vie et la protection de l'environnement, forment les priorités des consommateurs.*

*Von den Verbraucherverbänden ist die Leistung der WTO (World Trade Organisation) scharf kritisiert worden. Im Vorfeld der WTO-Ministertagung in Seattle forderten sie eine Überprüfung der bisherigen Arbeit und ein Programm zur Mängelbeseitigung. Wenn die Prioritäten nach den Vorstellungen der Verbraucher gesetzt werden, würde sich der globale Handel in Richtung auf eine Umsetzung der ursprünglichen Ziele der WTO hinbewegen, zu denen u.a. die Hebung des Lebensstandards und der Umweltschutz gehören.*

Consumer organizations, including Consumers International (CI) and the TransAtlantic Consumer Dialogue (TACD), have actively prepared for the WTO Ministerial meeting in Seattle. That meeting has crystallized opposition to the way the WTO has performed.

Seattle is likely to become a confrontation between those who believe trade must advance citizen interests in economic and social justice and in high health, safety and environmental standards, and those who believe that global business interests in trade must prevail over all other interests.

Some consumer groups strongly opposed GATT when it was under consideration. Consumers International (CI), Consumers' Union (CU) and other consumer groups favored it, but with substantial reservations. Now, we all believe that the global trading system is not working in the consumer interest, either in the developed or developing economies. We are all saying that before any new comprehensive trade deals are made, governments must review what has been done and develop and implement a program to repair what is defective. NGOs must participate in this.

The review we're calling for must assess the impact of the WTO on important consumer rights: the right to access to essential goods and

services; to choice; to product, food and workplace safety; to a healthy environment; to information; to representation, and to redress.

When CI and CU responded positively to the Uruguay Round proposals in 1994, we said that free trade and competition enhance quality and choice for consumers. We were, however, critical of several provisions. We emphasized that high national standards for health, product safety, and consumer and environmental protection must be maintained. We called for a more public dispute resolution process. We called for greater equity for the least developed nations through further reductions in tariffs, quotas and other trade barriers; and for compensation to food net importing nations for the increases in food prices that would result from GATT. We expressed concern for the increased prices the new intellectual property provisions would impose on developing economies.

Some consumers have indeed benefited from some of the steps taken



**Rhoda Karpatkin**

# **“We have a delay, not a demise of the new Round” - conclusions of the WTO Seattle Round**

*At the WTO Round in Seattle (30/11-3/12/99), the EU was represented by the Commissioner for Trade, Mr. Pascal Lamy. He had the difficult task of not only negotiating on trade issues, but also defending the interests of EU consumers. In the following article, he outlines the respective conclusions.*

*Auf der Seattle-Konferenz der Wethandelsorganisation (WTO) wurde die EU durch das für Handel zuständige Kommissionsmitglied, Pascal Lamy, vertreten. Er halte die schwierige Aufgabe, sowohl die Interessen der EU im Bereich Handel als auch die Interessen der Verbraucher der EU zu vertreten. Im nachstehenden Artikel zieht er Bilanz.*

*A la conférence de l'OMC à Seattle (30/11-3/12/99), l'UE était représentée par le Commissaire au Commerce, M. Pascal Lamy, qui a eu la tâche difficile non seulement de négocier sur les questions commerciales, mais aussi de défendre les intérêts des consommateurs de l'UE. Dans l'article suivant, il nous fait part des conclusions sur ces deux points.*

When I was asked some weeks ago to present the results of Seattle with regard to consumer concerns, I was very pleased to accept. We went to Seattle with an ambitious programme for a new multilateral trade negotiation, and within that programme, the issue of how the interests of society as a whole, and consumers in particular, should be reflected was of major concern to me.

Although I am disappointed that the meeting in Seattle was unsuccessful, I consider that comprehensive negotiations remain necessary to ensure that further liberalisation takes place within a rational, rule-based system.

I am convinced that trade liberalisation is essentially good, leading to a higher standard of economic well-being for the majority of people. The Uruguay Round and the creation of the WTO gave an additional thrust to the increasing interdependence between economies and societies, which we call globalisation.

However, for many segments of Western civil society - and many of them were present in the streets of Seattle - globalisation has become a threat rather than an opportunity. Globalisation and free trade are seen as impacting negatively on valid societal concerns such as the environment, public health, and consumer protection. Why is this?

It is partly the fault of the negotiators, the public officials and the politicians who pursued further liberalisation, without giving thought to the need

for dialogue with the perceived beneficiaries of the movement.

The lack of enthusiasm is also partly due to the perception that formal trade challenges under the WTO Dispute Settlement Understanding have resulted in rulings that were unfavourable to issues of concern to consumers.

Finally, it is partly because the world has changed and the WTO, up until now, has not had the opportunity to face the challenge of responding to the societal concerns which have arisen regarding, for example, the relationship between trade and development, trade and the environment, trade and public health and consumer protection, and trade and animal welfare.

Let me take first the example of trade and the environment and the recent Shrimp/Turtle panel. We do not read the condemnation of the US measures, taken on the basis of a policy to protect turtles, as a threat to the protection of the environment. On the contrary, although it condemned the US measure because it was applied in a manner which constituted arbitrary and unjustifiable discrimination between Members of the WTO, the Appellate Body made it clearer than any WTO judgement ever before that trade measures to pursue environmental objectives *are* legitimate in WTO terms.

There are, of course, other environmental objectives to be pursued in the WTO: greater legal clarity is needed on the relationship between WTO rules and trade measures taken pursuant to

Multilateral Environmental Agreements; on the relationship between WTO rules and non-product related process and production methods; and on the role of core environmental principles, notably the precautionary principle.

Another aspect of particular concern to European consumers is food safety. There appears to be a fear that WTO rules threaten the ability of Members to ensure the highest level of protection. Again, I do not read the rules that way. The most relevant text is the Agreement on Sanitary and Phytosanitary measures. That Agreement, as interpreted by the Appellate Body in the Hormones case, *strengthens* our ability to set our level of protection as high as we wish - and take the measures necessary to protect that level of protection. The main condition is that there should be sufficient scientific evidence to warrant the measure in question. But such scientific evidence may be qualitative, if quantitative evidence is not available, and measures may be based on minority scientific views, since science is not monolithic.

Furthermore, the Agreement specifies that when the scientific evidence is relevant but insufficient, a Member can nevertheless take a provisional measure while pursuing the additional information necessary to make a more objective risk assessment. This is a clear expression of the precautionary principle.

There is a great deal of discussion about the precautionary principle and how and in what circum-

stances it can be used. In the health field, the Sanitary and Phytosanitary Standards Agreement (SPS) gives clear indications. In the environment sector, the situation is less clear. I remain convinced we should endeavour to clarify the conditions for the use of the precautionary principle.

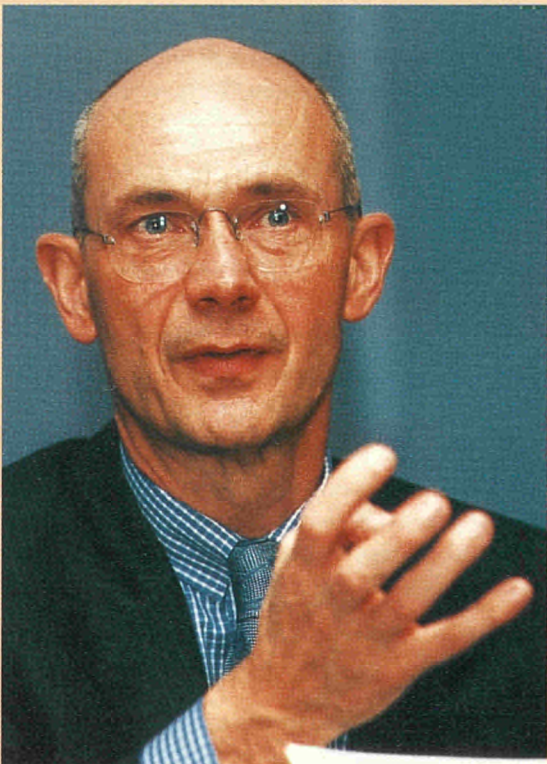
GMOs are another issue on which consumers seem to fear that WTO rules will force them to accept products they do not want, for health or environmental reasons. However, the sale of any GMO is not authorised in the Community until Member State and Community level scientific advice clearly indicates that they do not pose a threat to either health or environment. If they are available in the Community, they have been rigorously tested and found to be innocuous. Nevertheless, some consumers do not want these products. What is the solution? Clearly, labelling. No one can deny the right of the consumer to know, to be in a position to make an informed choice.

This is relevant not only for GMOs, but in a far broader context. Consumers not only want to understand the health and nutritional implications of their choices, but many are also interested in the environmental and ethical implications of the way the food is produced. However, the rules about labelling are not clear in the WTO. While in no way intending to use labelling as a weapon to impose our values on other countries, we nevertheless intend to seek clarity on the scope of labelling possibilities within WTO rules.

Seattle has confirmed my belief that greater transparency in the WTO is badly needed in order to allow a more informed and interactive public discussion. But the WTO also faces an efficiency problem. Its decision-making must be adapted to the new realities: more countries, especially from the developing world, wanting to play an active part, and new subjects, widening the scope of the WTO beyond traditional trade policy instruments.

These new realities do not make it easier for the EU to achieve its ambitious agenda as regards environment and consumer protection. In fact, Seattle has clearly demonstrated that, on most of these issues, the EU is fighting on its own. This is not to say that we should scale down our ambition - but we should make no mistake: convincing our industrialised and, in particular our developing country partners will be an uphill struggle.

Pascal Lamy



Pascal Lamy,  
European Commissioner  
for Trade,  
Email : [Pascal.Lamy@cec.eu.int](mailto:Pascal.Lamy@cec.eu.int)



under GATT. But little has been done in response to the concerns we expressed. For many consumers, conditions have become worse over these five years. The UN Conference on Trade and Development said in its annual report that third world countries, rather than gaining from trade liberalization, have experienced increased poverty and unemployment.

The WTO Dispute Settlement Understanding process, which continues to lack transparency and accountability, has been used to undercut the precautionary approach of the EU with respect to health issues involving hormone-treated beef. Other national consumer health measures could also be shunted aside, as governments press the WTO into ruling that they are inconsistent with the WTO agreements. Consumers are concerned about antibiotics in animal feed and the labeling of genetically modified foods.

The WTO has strayed too far from the justifiable purposes of global trade and government activity: the improvement of the human condition.

Here are the priorities of the consumer movement:

1. The Ministers must clarify that the Sanitary and Phytosanitary Standards Agreement (SPS) recognizes the right of member governments to take precautionary measures in instances where science is not developed sufficiently to fully assess the potential health impacts of particular potential food risks. They must also reiterate and clarify the right of WTO Member nations to implement national "no-risk" policies.
2. The Ministers should review WTO dispute resolution decisions on environmental protection to undo those that have had negative impacts on environmental protection.
3. The WTO must adopt open and participatory procedures in Dispute Settlement Understanding panels and Appellate Body hearings, including

acceptance of briefs *amicus curiae* submitted by NGOs and timely release of submissions (briefs) to the panels and of panels' decisions. It must establish meaningful contact between WTO members and civil society and a more formal civil society advisory structure, such as in the UN and the OECD. Developing nation NGOs must be included in this participation.

4. There must be an objective assessment of the impact of the Agriculture Agreement on developing countries, especially trade barriers to exports.

The Ministers should also undertake a review of the effect of the Textile and Clothing Agreement, to reduce export barriers that developing nations face. These reductions should be linked to an agreement addressing labor rights. Some developing nations' governments have voiced concern that protection of labor and environmental rights will impact negatively on trade opportunities. Ways must be found to resolve this issue.

5. The WTO should review the Agreement on Trade Related Intellectual Property (TRIPS) to clarify that the Agreement is flexible in allowing access to essential medicines, and to allow parallel imports of medicines and compulsory licensing policies.
6. The WTO should affirm that non-discriminatory national privacy and e-commerce consumer protections are valid.

The Agreement creating the WTO, spoke of raising standards of living, ensuring full employment, promoting sustainable development and protecting the environment.

The consumer agenda for the WTO will help move global trade in the right direction.

*Rhoda Karpatkin*  
Consumers' Union of US, Inc. New York, USA  
Email : [karprh@consumer.org](mailto:karprh@consumer.org)

# “ EURO ” - une bonne préparation sera payante!

On 8 November 1999 the Ecofin Council issued guidelines on the introduction of euro bank notes and coins. They can be summarised in four points:

- basically, the euro will be in place by mid-January 2002;
- the period of dual circulation will not exceed 2 months (28 February 2002);
- banks and shops will be supplied with the euro in December 2001. Hence shops will be able to give change exclusively in euro as of 1 January 2002;
- as of 15 December 2001, consumers will be able to obtain limited quantities of coins but will have to wait until 1 January 2002 for the bank notes.

On 20 September 1999, the Consumer Committee, acting on a proposal from its Euro Group, delivered an opinion on these matters, well before the final decisions. This opinion has been incorporated only in respect of certain points.

Am 8. November 1999 hat der Rat „Wirtschaft und Finanzen“ die Leitlinien für die Einführung der Euro-Münzen und -Banknoten festgelegt. Die Leitlinien lassen sich in vier Punkten zusammenfassen:

- Die eigentliche Einführung findet in den ersten 2 Wochen des Januars 2002 statt.
- Die Dauer des Parallelumlaufs wird 2 Monate nicht überschreiten (28. Februar 2002).
- Banken und Handel werden im Dezember 2001 mit Euro ausgestattet. So kann der Handel ab dem 1. Januar 2002 Wechselgeld ausschließlich in Euro auszahlen.
- Ab dem 15. Dezember 2001 können die Verbraucher begrenzte Mengen von Münzen erhalten; Banknoten werden allerdings erst ab dem 1. Januar 2002 ausgegeben.

Am 20. September 1999, also deutlich vor den endgültigen Entscheidungen, hat der Verbraucherausschuß auf Vorschlag seiner Arbeitsgruppe „Euro“ eine Stellungnahme zu diesen Fragen angenommen. Diese wurde nur in einigen Punkten berücksichtigt.

## L'euro existe-t-il encore?

Après l'eu(ro)phorie de la fin de l'année 98 et du début 99, l'euro semble avoir disparu de la circulation.

Certes, dans la sphère financière, l'euro est bien présent. Mais dans la sphère citoyenne c'est l'atonie totale. La fièvre remontera dans les dernières semaines de 2001, en espérant qu'il ne soit pas trop tard.

Le groupe euro du Comité des consommateurs a formulé diverses propositions sur cette phase finale de l'euro.

Pour rappel, le Comité des consommateurs est composé de représentants des organisations de consommateurs de l'Union.

Il a mandaté le Groupe euro, composé de représentants et d'experts d'organisations de consommateurs, et également d'associations de personnes souffrant d'handicap physique (aveugles, malentendants, ...) afin qu'il établisse les préoccupations des citoyens par rapport à l'euro et fasse des propositions concrètes afin de faciliter le passage à la nouvelle monnaie.

Sur proposition du Groupe euro, le Comité des consommateurs a adopté un avis de base sur l'ensemble de la problématique en 1997, un avis sur "les frais bancaires et l'euro" ainsi que sur "les attentes et inquiétudes des consommateurs face à l'introduction de l'euro" en mars 1999.

Il a adopté en septembre 1999 un avis sur la phase finale de l'euro.

Le Groupe euro a également participé aux négociations qui ont conduit à un accord entre les consommateurs et les professionnels de la distribution relatif à l'euro (engagements des professionnels sur l'information et le double affichage, "label euro", ...).

## Les propositions du groupe euro

L'information et la formation des citoyens constituent la priorité.

Il convient de multiplier, dès maintenant et de manière plus intense en 2001, les actions de familiarisation avec la nouvelle monnaie auprès des consommateurs. Ces actions se doivent d'être de proximité, tant géographique que par rapport à des besoins particuliers (personnes âgées, personne ayant un faible niveau d'instruction, personnes atteintes d'un handicap physique ou psychique).

Les "kits de formation" (une pièce de chaque valeur, et si possible également des billets), mis à disposition dans un environnement contrôlé, quelques mois avant le 1.1.2002, sont un outil de formation sélective.

Une familiarisation systématique aux pièces et aux billets en euros, au moyen de ces "kits", devrait notamment avoir lieu pour les personnes appelées à manipuler des espèces (employés de magasin ou de banque, personnes travaillant pour les pouvoirs publics), de même que pour certains groupes tels que les aveugles et les sourds.

Nous préconisons une durée de double circulation relativement courte (deux mois) dont il conviendrait qu'elle soit semblable dans toute la zone euro.

Une alimentation anticipée des consommateurs apparaît nécessaire.

Cette pré-alimentation en pièces et billets dès le mois de décembre 2001 a pour objectif de faciliter le démarrage de l'euro et de permettre aux consommateurs de s'habituer rapidement aux nouvelles pièces et à certains billets, de sorte que beaucoup d'entre eux se sen-



tiront plus en sécurité et seront prêts à utiliser les nouvelles pièces ainsi que les billets dès le début. De manière corollaire, le rendu de monnaie ne doit se faire qu'en euro. Psychologiquement, il serait déplorable qu'un consommateur qui paie en euro se voit rendre la monnaie en ancienne dénomination.

Les consommateurs doivent pouvoir échanger gratuitement leurs pièces et billets à proximité de chez eux, pendant au moins un an.

Les banques devraient mener des actions visant à faciliter la restitution, par le consommateur, de ses réserves de pièces et coupures nationales dès 2001.

Concernant les frais bancaires, les associations de consommateurs engagent la Commission et les gouvernements des pays participant à l'euro à prendre des mesures efficaces pour assurer le respect sans réserve de

la recommandation d'avril 1998.

Le respect de cette recommandation signifie transparence, renoncement à la création de nouveaux frais bancaires et procédures assurant un échange aisé et gratuit des espèces pour les citoyens qui n'ont pas de compte.

La préparation des citoyens au passage vers la nouvelle monnaie est essentielle. Mais n'oublions jamais que l'euro n'est pas une fin en soi.

C'est un outil, un levier pour rencontrer les préoccupations des citoyens européens. Le meilleur moyen de faciliter le passage à la monnaie unique, c'est de répondre, sur le terrain social et économique, à ces préoccupations.

*Pierre Dejemeppe  
Président du Groupe euro  
Email : febecoop@skynet.be*

## Marketing à l'école?

*Responding to the question of commercial activities and marketing within schools, the European Union asked the consultancy firm "GMV Conseil" during 1998 for a European overview of these activities, to determine whether there was anything untoward which was liable to exploit children's natural credulity.*

*It transpired that the presence of major undertakings was more teaching-oriented than commercially-oriented.*

*The study analysed activities in terms of each undertaking's objective and the added value of each activity for the child's development. Frequently regarded by public opinion as advertising, and given scathing treatment as a commercial venture by the press, these activities are generally vilified and treated with feigned ignorance by the Ministry of Education, which disapproves without condemning. There must be an awareness that proliferation of activities of this type would inevitably have untoward consequences, and that steps have to be taken to ensure that the educational material distributed in schools remains of a high standard, and that schools continue to play their proper role.*

*A more detailed summary of this study is available in English, French and German on DG Sanco's website : ([http://europa.eu.int/comm/dg24/library/surveys/sur03\\_en.html](http://europa.eu.int/comm/dg24/library/surveys/sur03_en.html)).*











*Als Reaktion auf die verbreitete Praxis von Unternehmen, in Schulen Werbe- und Marketingaktionen durchzuführen, hat die Europäische Union dem Consulting-Unternehmen „GMV Conseil“ den Auftrag erteilt, im Jahre 1998 alle derartigen Aktionen in Europa zu erfassen und zu überprüfen, um diejenigen Fälle aufzudecken, in denen die natürliche Leichtgläubigkeit der Kinder ausgenutzt wird.*

*Dabei stellte sich heraus, daß die Unternehmen ihre Aktionen eher pädagogisch als kommerziell ausrichten. Die einzelnen Maßnahmen wurden nach Maßgabe ihrer Zielsetzung analysiert, und es wurde ermittelt, wie sie sich auf die Entwicklung der Kinder auswirken. In der öffentlichen Meinung vielfach als reine Werbung abgetan und von der Presse als kommerziell ausgerichtet*

### QUESTIONS

- 71 En 1519, où les Espagnols ont-ils découvert le chocolat : au Brésil en Afrique ou au Mexique ?
- 72 Mon 1<sup>er</sup> n'est pas froid, mon 2<sup>e</sup> est une punition d'école, mon 3<sup>e</sup> est avant le "B". Mon tout a du goût.
- 73 Qu'est-ce que nos ancêtres ont cultivé en premier : les céréales, les carottes ou les betteraves ?
- 74 Sur quel continent se situe le pays produisant le plus de cacao ?
- 75 Combien de kilos de yaourts les Français consomment-ils en moyenne par an : 12, 22 ou 32 kg ?
- 76 Le lait demi-écrémé contient-il plus ou moins de matières grasses que le lait entier ?
- 77 En 2 lettres, partie du corps qui contient beaucoup de calcium.
- 78 En 1964, qu'a inventé la société pour éliminer l'eau d'un produit ?
- 79 Quel est l'agrumes le plus acide ?
- 80 Vrai ou faux ? Toutes les papilles détectent les mêmes saveurs.

### RÉPONSES

- 71 Au Mexique. 
- 72 Chocolat (chaud, colle, A). 
- 73 Les céréales. 
- 74 L'Afrique (c'est la Côte-d'Ivoire). 
- 75 12 kg. 
- 76 Moins (moitié moins de matières grasses mais autant de calcium). 
- 77 Os. 
- 78 La lyophilisation. 
- 79 Le citron. 
- 80 Faux (certaines détectent le sucré, d'autres l'amer). 

geißelt, haben diese Aktionen im allgemeinen ein schlechtes Image. Das Bildungsministerium ignoriert sie weitgehend: sie werden zwar mißbilligt, aber nicht verurteilt. Vermehren sich Aktionen dieser Art, so dürfte es unweigerlich zu Entgleisungen kommen. Die Verantwortlichen im Erziehungswesen müssen demnach diese Entwicklung aufmerksam verfolgen, damit der hohe Standard des Unterrichtsmaterials in den Schulen nicht beeinträchtigt und der Auftrag der Schule nicht verfälscht wird.

Eine ausführlichere Zusammenfassung dieser Studie steht auf der Internet - Site der GD "Sanco" in Englisch, Französisch und Deutsch zur Verfügung : ([http://europa.eu.int/comm/dg24/library/surveys/sur03\\_de.html](http://europa.eu.int/comm/dg24/library/surveys/sur03_de.html)).

*" L'intérêt supérieur de l'enfant doit être le guide de ceux qui ont la responsabilité de son éducation et de son orientation. "*

Déclaration des droits de l'enfant de 1959

L'Union Européenne, sensibilisée à la question des actions commerciales et marketing au sein des écoles, a demandé à GMV Conseil durant l'année 1998 un panorama européen de ces actions, afin de déceler l'existence de dérives susceptibles d'exploiter la crédulité naturelle des enfants. Cette étude a intégré les différents textes européens régissant la présence des entreprises dans les écoles, l'approche des différents organes de régulation de la publicité et s'est appuyée sur une centaine d'entretiens auprès d'acteurs européens comme les enseignants, les parents d'élèves, les annonceurs et les associations de consommateurs.

Cette mission a permis d'analyser les actions en fonction du but poursuivi par chaque entreprise et de la valeur ajoutée de chaque action pour le développement de l'enfant, et d'identifier une présence plus pédagogique que commerciale des grandes entreprises

### **Un rôle d'entreprises citoyennes**

Que ce soit le " Docteur Quenotte ", célèbre lapin " Colgate " apprenant aux enfants à se laver les dents, ou le " Bonhomme Michelin " qui les sensibilise aux dangers de la circulation, de nombreux outils pédagogiques traitant un thème des instructions officielles de l'Education Nationale sont mis à la disposition des écoles par de grandes entreprises.

Très souvent assimilées à de la publicité par l'opinion publique, traitées sous un angle commercial et de façon virulente par la presse, ces actions sont généralement décriées et bénéficient d'un semblant d'ignorance du Ministère de l'Education Nationale, qui désapprouve sans condamner. Les grandes entreprises, en mal de légitimation de leur rôle pédagogique, s'estiment investies d'une mission d'éducation à la consommation, et considèrent l'école comme l'endroit idéal pour générer une relation de sympathie avec leurs futurs consommateurs. Pour elles, ces actions pédagogiques à l'école permettront une familiarisation précoce au monde de l'entreprise et engendreront un partenariat école-entreprise plutôt balbutiant pour l'instant.

### **La nécessité de tenir compte des disparités culturelles**

Tout le monde au sein de l'Union Européenne s'accorde sur le fait que si les actions sont de qualité,

objectives et intègres, elles constituent alors un réel apport dans l'environnement scolaire et possèdent une valeur éducative indéniable. On peut cependant remarquer que la tendance actuelle des grands groupes à uniformiser leur stratégie marketing au niveau européen n'apparaît pas comme la plus pertinente pour des sujets aussi sensibles que l'éducation. Les limites de la présence de l'entreprise à l'école, varient en fonction des différences culturelles européennes, des réglementations de chaque pays mais aussi de la conception du système éducatif propre à chacun d'entre nous.

En Espagne, où l'initiative des cours d'éducation sexuelle, parrainée par Tampax, est plutôt bien acceptée du fait de la qualité des intervenants et du matériel pédagogique, ce cours est refusé dans certains collèges en raison de la méfiance exprimée par les Espagnols pour les tampons, jugés responsables de divers maux.

### **Une volonté pédagogique prioritaire**

Une restriction majeure apparaît : les écoles situées dans des zones moins attractives pour les "sponsors" pourraient être laissées pour compte, ce qui contribuerait à favoriser l'émergence d'une école à deux vitesses, et remettrait en cause le fondement même du système éducatif européen : le principe d'égalité des chances entre les élèves.

Il faut être conscient qu'une prolifération éventuelle de ce type d'actions engendrerait inévitablement des dérives, et qu'une veille active de la part des responsables du système éducatif est indispensable pour conserver des standards élevés de qualité du matériel éducatif diffusé dans les écoles et un respect de la mission assignée à l'école.

Il n'est pas du ressort de l'Union européenne de légiférer sur ce sujet. Cependant, la situation actuelle semble requérir davantage d'attention de l'Union pour savoir si les abus constatés dans certains pays d'Europe ne menacent pas l'école publique et les valeurs d'équité qu'elle incarne. Différentes actions sont envisageables comme l'intervention auprès des différents ministères de l'Education pour qu'ils réactualisent leurs textes concernant les actions des entreprises dans les écoles, une contribution des Etats à l'amélioration de la situation financière dans les écoles.. Le rôle de l'Union Européenne sur ce sujet pourrait être de coordonner et de diffuser les informations, des exemples de dérives ou de bonne conduite, et de permettre un dialogue entre les différents acteurs concernés par ce thème.

Valérie Satre, Consultante  
GMV Conseil, Paris  
Email : [gmv-conseil@gmv-conseil.fr](mailto:gmv-conseil@gmv-conseil.fr)

# Biodiversity - threatened by GMOs?



An experimental field of GM oilseed rape in flower in the UK. In the distance is a field of non-modified rape. Is the isolation distance adequate to prevent cross pollination? (1997)

*Als in der Mitte der 90er Jahre in der europäischen Landwirtschaft erstmals gentechnisch veränderte Nutzpflanzen kommerziell angebaut wurden, sah man die Gefahr nachteiliger Auswirkungen auf die europäische Agrarumwelt und deren Artenvielfalt, um so mehr als schon allein die intensive Bewirtschaftung der letzten Jahrzehnte diese Artenvielfalt immer stärker beeinträchtigt. Der heute verbreitete kommerzielle Anbau gentechnisch veränderter Nutzpflanzen verstärkt offenbar diese Entwicklung.*

*Die Europäische Union hat das Übereinkommen über die biologische Vielfalt unterzeichnet. Dieses Übereinkommen ist Ausdruck der Tatsache, daß man sich weltweit sorgt wegen der Schädigung und des sich beschleunigenden Verlusts der Artenvielfalt sowie wegen der Auswirkungen der GVO auf die entsprechenden wild wachsenden Spezies, vor allem in Ursprungsgebieten, die wichtig sind für den Erhalt der Artenvielfalt. In Europa könnten sich Nutzpflanzen wie zum Beispiel Ölraps und Zuckerrüben mit wild wachsenden Spezies kreuzen. Ökogenetische Probleme wären die Folge. Ein grundlegendes Problem bei gentechnisch veränderten herbizidtoleranten Nutzpflanzen, insbesondere wenn sie in Ackerbaugebieten andere Pflanzen verdrängen, besteht darin, daß Lebensräume für Insekten, die als Vogelnahrung dienen, verlorengehen. Es werden bereits Forderungen laut nach einem Moratorium für die Verwendung gentechnisch veränderter Nutzpflanzen, um weitere Verluste der Nahrungsbasis von Wildtieren zu vermeiden. Der kommerzielle Anbau von GVO gibt auch Anlaß zu sozioökonomischen Bedenken in der Debatte über den Erhalt der Artenvielfalt. Besonders betrifft dies die Entwicklungsländer. Die EU und die Mitgliedstaaten müssen offensiver agieren und in den GVO-Regelungen einen wirkungsvolleren Schutz der Artenvielfalt vorsehen.*

*L'introduction dans l'agriculture européenne, au milieu des années 90, d'organismes génétiquement modifiés (OGM) pour la production commerciale de produits agricoles végétaux génétiquement modifiés (GM) a suscité des inquiétudes quant aux incidences des OGM sur l'environnement agricole et sa diversité biologique. Au cours des dix dernières années, les techniques d'exploitation agricole intensive ont accéléré la dégradation de la biodiversité des campagnes en Europe. La demande actuelle de produits agricoles commerciaux génétiquement modifiés semble confirmer la continuation de ces tendances.*

*L'Union européenne (UE) est signataire de la Convention sur la diversité biologique qui traduit les inquiétudes partagées sur le plan international quant à la détérioration de la biodiversité dans le monde et à son rythme de perte, ainsi qu'à l'impact des OGM sur les variétés sauvages, notamment dans les zones d'origine génétique et de diversité biologique. En Europe, des produits comme le colza et la betterave sucrière pourraient être croisés avec les variétés sauvages correspondantes, ce qui suscite une inquiétude écologique et génétique.*

*L'une des questions préoccupantes concernant les végétaux GM résistant aux herbicides, en particulier s'ils dominent dans les zones arables, concerne la perspective de pertes accrues ou de disparitions de milieux d'habitat qui accueillent de nombreux insectes importants pour l'alimentation de l'avifaune. Des appels ont été lancés à l'adoption d'un moratoire suspendant l'utilisation de végétaux GM afin d'enrayer les pertes de ressources alimentaires pour la faune.*

*La commercialisation d'OGM a également soulevé des questions socio-économiques et ouvert un débat sur la sauvegarde de la biodiversité, notamment dans les pays moins développés. L'UE et ses États membres doivent adopter une réglementation préventive des OGM afin de protéger la biodiversité.*

The introduction of genetically modified organisms (GMOs) into European agriculture moved from experimental field trials to the approval of commercial planting of genetically modified (GM) crops in the mid-1990s. Farmers in large crop-producing areas in North America, China and Argentina are already growing GM crop varieties with field characteristics determined by bacterial genes - for example, tolerance to the broad spectrum herbicides glyphosate and glufosinate ammonium, and insect resistance due to the insertion of genes from the soil bacterium *Bacillus thuringiensis* (Bt) (these

are genes that code for the production of Bt toxin). The rapid introduction of these modified crops has led to concern about the impacts of GMOs upon the European agri-environment and its biodiversity.

Intensive agricultural production in Europe has accelerated biodiversity loss in the countryside over recent decades. The current commercial applications of GM crops seem to reflect a continuation of these trends, despite rhetoric that the applications of GM to agriculture would decrease chemical use and lead to greater sustainability.



The lack of clear understanding regarding the wider environmental effects of this first generation of GM crops has vindicated the application of the precautionary principle to their regulation. Application of the precautionary approach to the cultivation of GM crops requires monitoring to indicate the possible adverse effects so that risk analysis can be modified in line with developing knowledge of the impacts of GM crop technology.

The European Union (EU) is a signatory to the international Convention on Biological Diversity (CBD). The CBD reflected international concern about the damage to and the rate of loss of the world's biodiversity, in terms of diversity within species, between species and of ecosystems. Concerns about the impact of GMO releases upon biodiversity of their wild counterparts, notably in centres of genetic origin and biodiversity, were included under the CBD in the terms of reference for a proposed International Biosafety Protocol. However, disagreements over the scope of the Protocol have continually frustrated the completion of such a legally binding instrument, to date.

Escaped genes from GM crops into wild relatives of the same species or into closely related weeds are of eco-genetic concern as, unlike gene transfer from conventional varieties, they involve the transfer of genes from unrelated species that could not occur naturally. Leakage of Bt genes to weed population, where insect pests limit population numbers, could give hybrid weeds an advantage over weeds without these Bt genes and affect insect wild-life and food chains.

The plant family Brassicaceae, to which oilseed rape belongs, contains many wild species in Europe. Europe can be considered one centre of biodiversity of these plant families where wild species could be genetically polluted by crossing with compatible GMOs. This issue led the French government to announce a two-year moratorium on the release of GM oilseed rape and GM sugar beet pending further research, as both crops can cross with wild species indigenous to France. Additionally, the French national notifying authority refused to officially inform PGS, Belgium, of a marketing licence granted to one of their GM oilseed rapes.

One basic concern about GM herbicide tolerant crops, especially if they come to dominate arable areas, is the prospect of increased losses or elimination of broad leaf and grass weeds which are hosts to insects important in feeding and rearing chicks or farmland birds. In the UK, the Game Conservation Trust's studies on the causes of decline in the grey partridge identified the major influences on decreasing insect supply in crop ecosystems as: the increased use of herbicides, insecticides and the decline in under-sowing cereals to grass seed mixtures. The move to continuous winter cereal production, with resultant loss of over-wintering crop stubble, and polarisation of arable crops in eastern England under the production orientated Common Agricultural Policy (CAP), also played their part. Voluntary pesticide-free crop borders demonstrated how

to improve increased insect densities and chick survival, in turn generating further conservation initiatives. The UK's advisory body on conservation, English Nature, has called for a moratorium on GM crop use to arrest wild-life food losses through the dislocation of insect populations and food chains and webs in crop ecosystems which affect declining bird species, like skylark, linnet and corn bunting.

Monitoring of the negative impacts of GM crops should be based on comprehensive biodiversity site audits, as hitherto they have been confined mainly to single component lists of weeds, insects or pathogens, according to the subject under study, with little reference to vertebrates and the soil environment. The distance pollen is dispersed from GM crops needs to be further investigated to determine cross pollination risks, such as to organic and other non modified farm crops.

The commercialisation of GMOs has led to socio-economic concerns entering the debate over the preservation of biodiversity, notably within less developed countries. The patent protection of GM seeds has imposed royalty payments upon poorer farmers' traditional practices of saving seed for future planting. The development of the so-called GM "terminator" technology will also prevent such traditional on-farm breeding practices. The utilisation and patenting of natural genetic resources for commercial advantage by biotechnology and pharmaceutical companies has led to complaints of biopiracy, that is the appropriation and exploitation of indigenous peoples' genetic resources and knowledge for private profit with no form of recompense.

Hence, there is little evidence of the commercial planting of GMOs enhancing biodiversity, rather they might be viewed as a further stage in the reduction of diversity which accelerated with the post-second world war drive to intensify agricultural production. The flora and fauna of Europe's rural landscape remains at stake as choices are made about the future of our agricultural production.



Dr. David Barling

For the consumer, GMOs offer few obvious benefits at present. A second generation of GM crops are promised, offering enhanced nutritional and health properties. However, before such benefits are realised, further irreversible biodiversity loss and eco-genetic pollution may have affected Europe.

The EU and its Member States need to take a more proactive stance in the regulation of GM to agricultural crops. In short, the opportunity should be taken to utilise this remarkable technology in ways that break free from the productionist paradigm of intensive agriculture. The promotion of environmental and health protection and sustainability should become the priorities for regulatory approval, which may lead in turn to more sustainable agriculture and protection of biodiversity.

*Dr. David Barling  
Centre for Food Policy, Thames Valley University (UK)  
E-mail : david.barling@rvu.ac.uk*

## “Soft law” - eine pragmatische Lösung?

*Consumer confidence will be vital to the success of many of the services of the Information Society. Recognising this, the Commission seeks to ensure that the regulatory framework for the new millennium fosters that confidence through a combination of hard and soft law. Against this background, the Commission is focusing on how soft law can be made to work for consumers. As part of this process, a seminar was held drawing together all interested parties from the telecommunications sector. Key messages were that links between soft law, as well as close collaboration between stakeholders in the development, monitoring and/or enforcement of these initiatives, will enhance its effectiveness and help build consumers' trust.*

*La confiance des consommateurs sera la clé du succès de bon nombre de services de la société de l'information. La Commission en est consciente et veille dès lors à ce que le cadre réglementaire pour le nouveau millénaire assoie cette confiance, par une combinaison d'actes contraignants et non contraignants. Dans ce cadre, la Commission réfléchit à la manière d'élaborer des actes non contraignants garantissant la protection des consommateurs. Un séminaire rassemblant toutes les parties intéressées du secteur des télécommunications s'est inscrit dans ce processus. Les messages clés étaient que les liens entre les actes non contraignants, ainsi qu'une étroite collaboration entre les protagonistes de la mise au point, du contrôle et/ou de la mise en application de ces initiatives renforceront l'efficacité de ce type de législation et contribueront à assurer la confiance des consommateurs.*

Man muß kein Hellseher sein, um zu erkennen, daß der Zugang zu Kommunikationsdienstleistungen für die Mitwirkung der Verbraucher im 21. Jahrhundert immer wichtiger werden wird.

Eine ganze Reihe neuer Dienstleistungen haben schon jetzt die Arbeitsumgebung revolutioniert. Jetzt steht diese Revolution im Begriff, auch das Zuhause zu erfassen; denn die Verbraucher haben die Möglichkeit, auf Informationen, interaktive Unterhaltung, Geschäfte, Bildungsangebote und sogar professionelle Dienstleistungen zuzugreifen - und dies alles per Knopfdruck oder Umlegen eines Schalters.

Der Erfolg vieler Aktivitäten der sogenannten Informationsgesellschaft, insbesondere der kommerziellen Dienstleistungen, steht und fällt mit dem Vertrauen der Verbraucher. Ohne Vertrauen kein Markt.

Die Kommission erkennt an, daß die rechtliche Rahmgestaltung das Vertrauen stärken und den Markt ankurbeln kann. Daher ist es ein Hauptziel der Kommission bei der Entwicklung des neuen Rechtsrahmens für die elektronische Kommunikation, den Nutzen der Verbraucher aus innovativen und hochwertigen Kommunikationsdienstleistungen zu gewährleisten. Ein solcher ausgewogener Ansatz entspricht der Zusage der Gemeinschaft, ein hohes Maß an Verbraucherschutz bei der Festlegung und Durchführung politischer Maßnahmen sicherzustellen.

Die Herausforderung, ein geeignetes Regelwerk zu schaffen, ist enorm. Art und Bereitstellung der Kommunikationsdienstleistungen ändern sich ständig und tiefgreifend. Hier sind innovative Ansätze gefragt, die eine Reihe von Instrumenten zur Erreichung politischer Zielsetzungen vereinen.

Vor diesem Hintergrund prüft die Kommission, was einerseits mit Rechtsvorschriften und andererseits mit

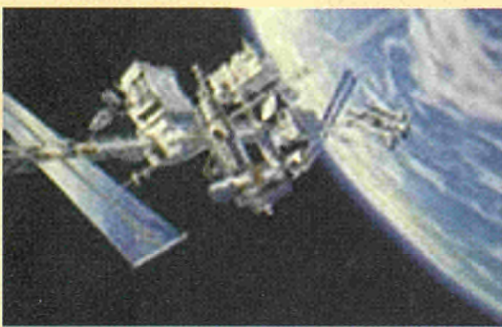
nichtlegislativen Regelungen zu erreichen wäre. Unter letztere fallen eine Vielzahl von Tätigkeiten. Dazu gehören Selbstregulierungsmechanismen der Industrie wie auch Regelungen, die in Zusammenarbeit von mehreren Akteuren entwickelt, beobachtet und/oder durchgesetzt werden (im folgenden als „Soft law“ bezeichnet).

Aufgrund ihrer wichtigen Rolle bei der Politikerarbeit hat die Kommission großes Interesse an der Sicherung der Wirksamkeit von Soft-law-Bestimmungen. Die Generaldirektion Gesundheit und Verbraucherschutz ist sich dieser Tatsache bewußt und prüft daher die ganze Bandbreite von Soft-law-Instrumenten darauf, ob, wann und wie sie zum Nutzen der Verbraucher einsetzbar sind.

Im Zuge dieser Arbeiten hat die Kommission eine Studie über „Soft law“ in der EU auf den Weg gebracht, die im ersten Quartal 2000 abgeschlossen sein soll. Die Studie dient dazu,

- vorbildliche Verfahren in Bezug auf Inhalt und Effizienz von Soft-law-Bestimmungen zu ermitteln und zu prüfen, wie diese Verfahren in der EU angewandt werden können;
- zu untersuchen, wie die EU zur Entwicklung von „Soft law“ in den Mitgliedstaaten beitragen kann, so daß ein hohes und einheitliches Maß an Verbraucherschutz gewährleistet ist;
- Schlussfolgerungen darüber zu ziehen, wie und in welchem Umfang „Soft law“ auf Ebene der EU den Verbraucherschutz effektiv fördern kann.

Zur Ergänzung der Studie hat die Kommission ein Seminar über die spezifischen Herausforderungen der Entwicklung von „Soft law“ im Telekommunikationssektor veranstaltet. Auf dem Seminar, an dem sämtliche interessierten Gruppen teilnahmen (politische Entscheidungsträger auf europäischer und nationaler Ebene, Aufsichtsbehörden, Wissenschaftler, Verbraucher und Industrieexperten), wurde unter-



© Internet

sucht, welche flexiblen Lösungen sich anbieten und welche möglichen Vorteile sich daraus für die Verbraucher ergeben.

Ganz allgemein wurde auf dem Seminar der Bedarf an einer gemeinsamen Interpretation des Begriffs „Soft law“ und an weiteren Untersuchungen der Voraussetzungen für die erfolgreiche Anwendung von „Soft law“ betont. Die Erkenntnisse des Seminars betrafen im einzelnen

- die Anerkennung der Rolle von „Soft law“ in der neuen Kommunikationsumgebung, insbesondere bei der Behandlung von Beschwerden, der Regelung von Entschädigungen und dem Schutz der Privatsphäre;
- die Annahme, daß „Soft law“ Lösungen bieten kann, wo auf anderem Wege keine zu finden sind. Es wurde jedoch betont, daß die Wirksamkeit von „Soft law“ sowohl durch Beobachtungs- als auch durch Durchsetzungsmechanismen im Bereich der zwingenden Rechtsvorschriften abgesichert werden muß;
- den Hinweis darauf, daß zwingende Rechtsvorschriften ebenso wie „Soft law“ flexible Lösungen ermöglichen können. Die Richtlinien mit neuem Ansatz im Bereich der Produktsicherheit wurden in diesem Zusammenhang als Beispiel

angeführt. Die Möglichkeit, Brücken zu schlagen und Verbindungen zwischen zwingenden Rechtsvorschriften und nichtlegislativen Regelungen zu knüpfen (z. B. durch die Entwicklung von Normen zur Durchführung allgemeiner verbindlicher Vorschriften), wurde als ein Mittel zur Förderung der Wirksamkeit von „Soft law“ befürwortet;

- Hervorhebung der Bedeutung von Zusammenarbeit zwischen politischen Entscheidungsträgern auf europäischer und nationaler Ebene, Aufsichtsbehörden, Verbraucher- und Industrievertretern. Diese Zusammenarbeit wird nicht nur die Soft-law-Vereinbarungen stärken, sondern auch die einheitliche Behandlung von Verbraucherinteressen auf allen Ebenen fördern.

Das Seminar hat auch gezeigt, daß noch eine Menge zu lernen bleibt. Angesichts der Geschwindigkeit der technologischen Entwicklungen müssen wir jedoch auf rasches Lernen eingestellt sein. Die Teilhabe der Verbraucher am Marktgeschehen im neuen Jahrtausend hängt davon ab.

*Lucy Hodgson, GD Gesundheit und Verbraucherschutz*  
*E-Mail : Lucy.Hodgson@cec.eu.int*

## Antibiotika-Resistenz: der Widerstand wächst

*The Scientific Steering Committee has expressed great concern about increasing health threats due to microorganisms which are becoming resistant to antimicrobials. The Committee recommends a reduction of the use of antimicrobials, which should apply equally across each of the areas of human medicine, veterinary medicine, animal production and plant protection. The Commission Services are exploring various policy options on how to respond to this emerging and wide-ranging problem in an effective and balanced way.*

*Le Comité directeur scientifique s'est déclaré très préoccupé par l'augmentation des risques sanitaires liés au phénomène de la résistance antimicrobienne de microorganismes. Ce Comité recommande une réduction du recours aux antimicrobiens, qui devrait s'appliquer de la même manière à tous les domaines de la médecine humaine, de la médecine vétérinaire, de l'élevage et de la protection phytosanitaire. Les services de la Commission examinent diverses options concernant les moyens de réagir de façon efficace et équilibrée à l'émergence de ce vaste problème.*



Die Einführung von Penicillin in den 40er Jahren hat wesentlich zur Behandlung eines breiten Spektrums von Infektionskrankheiten bei Mensch und Tier beigetragen. Mittlerweile werden jedoch krankheitserregende Mikroorganismen

zunehmend resistenter gegen antimikrobielle Mittel (einschließlich Antibiotika). Dies ist zu einem Problem geworden, das schwerwiegende Auswirkungen auf die Behandlung und Verhütung von Infektionskrankheiten bei Mensch und Tier

hat. Bis in die 70er Jahre glaubte man allgemein, diese Antibiotika-Resistenz könne durch die ständige Entwicklung neuer Substanzen überwunden werden. Die meisten neuen Antibiotika sind jedoch Varianten bereits vorhandener Präparate, und es entstanden Kreuzresistenzen, die die Wirksamkeit von Molekülgruppen, und nicht einzelner Substanzen, zunichte machen. Inzwischen wird befürchtet, daß der Vorrat an natürlichen Antibiotika, die noch entwickelt werden können, demnächst erschöpft ist.

heitsgefährdung durch Antibiotika-Resistenz und empfahl, die übermäßige Verwendung von Antibiotika in allen genannten Bereichen in der Europäischen Union - und möglichst auch weltweit - umgehend zu verringern. Die Tatsache, daß derzeit kein klarer Kausalzusammenhang zwischen den verabreichten Mengen an Antibiotika und der Entwicklung einer Resistenz nachgewiesen werden kann, dürfe nicht als Vorwand dafür dienen, nicht umgehend zu handeln. Da über 50% der Antibiotika in der Humanmedizin (auf ärztliche Verordnung und in Krankenhäusern) verwendet würden, spielten Ärzte eine wichtige Rolle. Ferner empfahl der Wissenschaftliche Lenkungsausschuß eine strengere Kontrolle des Verkaufs und Vertriebs von Antibiotika sowie die Ausarbeitung von Leitlinien für die geeignetsten Methoden zur Verwendung spezieller Stoffe für die Behandlung von Krankheiten bei Mensch oder Tier. Außerdem sollten für Angehörige der Heilberufe, für Landwirte, Nahrungsmittelerzeuger sowie die nahrungsmittelverarbeitende Industrie und Verbraucher Schulungsprogramme durchgeführt werden, die dieses Problem aufgreifen und Präventionsmethoden fördern. EU-weit sollte ein Überwachungssystem zur Erhebung vergleichbarer Daten eingerichtet und die Entwicklung von Alternativen zu Antibiotika gefördert werden.

Hinsichtlich der Verwendung von Antibiotika als Wachstumsförderer empfahl der Wissenschaftliche Lenkungsausschuß, diejenigen Antibiotika, die in der Human- oder Tiermedizin verwendet werden (können), nach und nach aus dem Verkehr zu ziehen und schließlich ganz abzuschaffen. Dies sollte sorgfältig geplant und gleichzeitig ein Kurswechsel in der Tierproduktion vorgenommen werden, damit Tiergesundheit und Tierschutz weiterhin gewährleistet werden können.

Obwohl derzeit nicht nachzuweisen ist, daß Markergene für Antibiotika-Resistenz von genetisch veränderten Organismen auf Mikroorganismen übertragen wurden, wird empfohlen, Markergene aus Pflanzenzellen zu entfernen, bevor sie in den Handel gelangen. Ebenso sollen keine Markergene verwendet werden, die bei der Entwicklung von genetisch veränderten Pflanzen Resistenzen gegenüber klinisch wichtigen Antibiotika übertragen könnten.

Die Dienststellen der Kommission prüfen derzeit verschiedene Möglichkeiten, dieses neue und weitreichende Problem gezielt anzugehen.

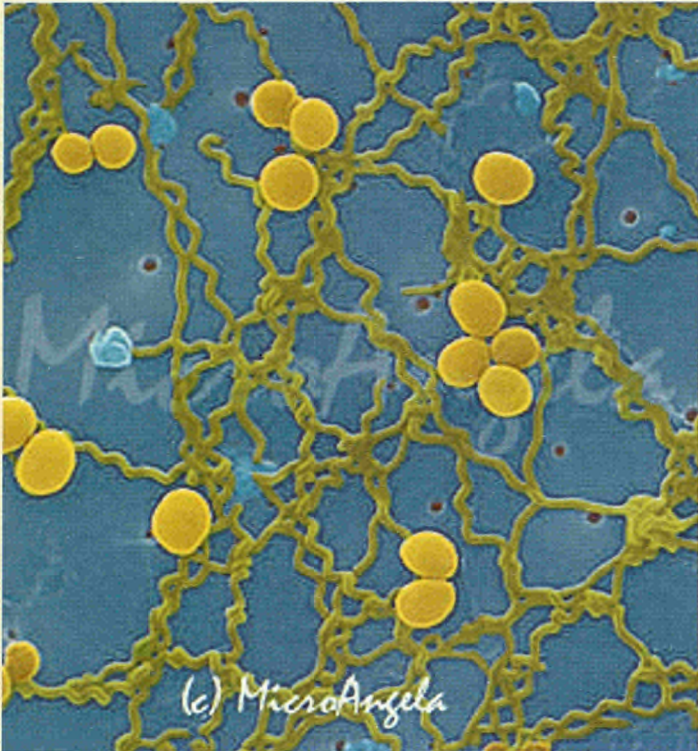
Am 20. Juli hat die Kommission in Brüssel eine internationale wissenschaftliche Konferenz zum Thema "Antibiotika-Resistenz" veranstaltet.

*R. Vanhoorde, GD Gesundheit und Verbraucherschutz  
E-Mail : Robert.Vanhoorde@cec.eu.int*

Das Thema "Antibiotika-Resistenz" wurde in verschiedenen nationalen und internationalen Gremien und Institutionen erörtert: u. a. im Europäischen Parlament (Entschließung), im Rat der Fachminister (Entschließung), im Wirtschafts- und Sozialausschuß (auf eigene Initiative), in der Weltgesundheitsorganisation, im Internationalen Tierseuchenamt (OIE) sowie auf der Konferenz von Kopenhagen und im britischen Oberhaus.

Nachdem mehrere wissenschaftliche Ausschüsse der Kommission auf dieses Problem hingewiesen hatten, forderte die Kommission (GD Sanco) den Wissenschaftlichen Lenkungsausschuß auf, das Thema interdisziplinär in allen Bereichen, in denen Antibiotika verwendet werden, zu untersuchen. Dies betrifft u.a. die Human- und Tiermedizin, die Tierproduktion (Wachstumsförderung/Futterzusatz) und den Pflanzenschutz (siehe "Consumer Voice" 2/1998).

Der Wissenschaftliche Lenkungsausschuß äußerte in seiner Stellungnahme vom 28. Mai 1999 große Besorgnis über die zunehmende Gesund-



# Evaluation des risques - Conférence sur la résistance antimicrobienne

*The increasing resistance of pathogenic micro-organisms to anti-microbial agents is indisputably one of the principal challenges facing medicine today. At the request of the European Commission, and in order to identify solutions to this serious problem, the Scientific Steering Committee delivered an "opinion" on this topic on 28 May 1999.*

*This document was the basis for an international scientific conference hosted by the European Commission in Brussels on 20 July 1999. This conference was part of a programme of international conferences organised at the initiative of Directorate-General 'Health and Consumer Protection', dealing with topical scientific issues in the field of health protection.*

*Die kontinuierlich zunehmende Resistenz pathogener Mikroorganismen gegen antimikrobielle Mittel stellt unbestreitbar eines der Hauptprobleme der heutigen Medizin dar. Der Wissenschaftliche Lenkungsausschuß hat im Auftrag der Kommission am 28. Mai 1999 eine Stellungnahme zu diesem Thema abgegeben, die Lösungen für dieses ernste Gesundheitsproblem aufzeigen sollte.*

*Diese Stellungnahme bildete die Grundlage für eine internationale wissenschaftliche Konferenz, die die Europäische Kommission am 20. Juli 1999 in Brüssel veranstaltet hat. Die Konferenz war Teil einer Reihe internationaler Konferenzen, die auf Initiative der Generaldirektion Gesundheit und Verbraucherschutz stattfanden und aktuelle wissenschaftliche Themen im Zusammenhang mit dem Gesundheitsschutz behandelten.*

L'accroissement continu de la résistance des micro-organismes pathogènes aux agents antimicrobiens constitue incontestablement l'un des principaux défis de la médecine actuelle. Les substances médicamenteuses qui avaient jusqu'ici rempli leur rôle de façon satisfaisante connaissent aujourd'hui des échecs responsables de plusieurs milliers de morts à travers le monde.



Bruxelles, le 20 juillet 1999

La Commission européenne a demandé à son Comité Scientifique Directeur de traiter de cette importante question, et d'aborder tout particulièrement les causes, les mécanismes et la fréquence de ce phénomène afin de trouver des solutions à ce grave problème. Le 28 mai 1999, celui-ci a remis à la Commission européenne son rapport sous la forme d'une "Opinion du Comité Scientifique Directeur sur la résistance aux substances antimicrobiennes".

Ce document constitua la base de la conférence scientifique internationale sur la résistance aux substances antimicrobiennes que la Commission européenne a organisée à Bruxelles le 20 juillet 1999 avec la participation d'experts mondialement connus dans ce domaine. Près de 300 personnes – chercheurs, universitaires, industriels, représentants d'organisations de consom-

mateurs, membres des ministères, etc. - participèrent à cette conférence et aux débats organisés.

Cette conférence s'inscrivait dans un programme de conférences internationales à l'initiative de la DG 'Santé et Protection des Consommateurs', traitant des thèmes d'actualité scientifique liés à la protection de la

santé. Ce programme a démarré en 1997 avec une conférence scientifique sur les farines animales, puis, en 1998, avec une conférence sur la sécurité alimentaire ("les leçons de la crise de l'ESB"), ces deux conférences ayant été organisées conjointement avec le Parlement européen.

Chacune de ces conférences a fait ou fera ensuite l'objet de publications reprenant la retranscription intégrale des interventions et des débats (verbatim) ainsi qu'une partie analytique sur les idées dégagées lors de ces rencontres. Ces publications rédigées en allemand, en anglais et en français sont disponibles sur internet. On peut également se les procurer à la DG 'Santé et Protection des Consommateurs'.

*Jean-Jacques Rateau,  
DG Santé et Protection des Consommateurs  
Email : Jean-Jacques.Rateau@cec.eu.int*

# Les tests sur les animaux et la santé des consommateurs

*This article concerns procedures for assessing the safety of chemical ingredients in the interest of consumer health protection. The assessment involves analysis of toxicological data obtained from tests carried out on animals or by alternative methods. Recent validation of three alternative methods shows the progress made. As matters stand, however, the task of reconciling the legitimate concern for the well-being of animals and the overriding duty to protect the health of consumers is a difficult one. Even greater conflict of interest will arise in the cosmetics sector, where the banning of animal testing will soon be a legal requirement.*

*Dieser Artikel befaßt sich mit der Sicherheitsbewertung chemischer Inhaltsstoffe. Die dem Schutz der Verbrauchergesundheit dienende Bewertung besteht in einer Analyse der im Tierversuch und nach alternativen Methoden erhaltenen toxikologischen Daten. Daß Fortschritte erzielt wurden, beweist die kürzliche Validierung von drei Alternativmethoden. Gegenwärtig läßt sich die vorrangige Aufgabe, die Gesundheit der Verbraucher zu schützen, nur schwer vereinbaren mit der berechtigten Sorge um das Wohlergehen der Tiere. Besonders problematisch ist die Situation im Bereich der kosmetischen Produkte, in dem es in naher Zukunft gesetzlich untersagt sein wird, Tierversuche durchzuführen.*



**I**l y a de bonnes nouvelles pour les défenseurs des animaux.

Trois méthodes alternatives, c'est-à-dire qui ne sont pas effectuées sur l'animal, ont été récemment étudiées par le Comité Scientifique pour les Produits Cosmétiques et Non-Alimentaires à l'intention des consommateurs (SCCNFP) qui assiste la DG "Santé et Protection des Consommateurs" pour les questions scientifiques relatives à ces secteurs, et ont été reconnues applicables à l'évaluation de la sécurité des ingrédients cosmétiques pour la santé humaine, le 25 novembre 1998. Ces méthodes qui auparavant avaient été validées par ECVAM (European Centre for the Validation of Alternative Methods), concernent deux méthodes évaluant la corrosivité des ingrédients et une méthode évaluant la phototoxicité des ingrédients (réaction de la peau après application d'une substance chimique et exposition à la lumière; ceci est important pour les produits de protection solaire).

L'adoption de ces opinions est l'occasion de faire le point sur les procédures d'évaluation de la sécurité des substances et sur le développement des méthodes alternatives. Ces procédures concernent

toute nouvelle substance chimique mise sur le marché. Celle-ci doit en effet être notifiée auprès des autorités et faire l'objet d'une évaluation de sa sécurité en vue d'assurer la protection de la santé des consommateurs. Les produits chimiques utilisés dans les divers secteurs d'activité sont donc couverts par ces dispositions qui sont renforcées en outre par certaines législations sectorielles (médicaments, alimentation, cosmétiques, pesticides etc). Cette évaluation ne doit pas être



renouvelée sauf en cas d'apparition de risques toxicologiques nouveaux qui n'étaient pas apparents lors de l'évaluation initiale.

Cette évaluation comprend une analyse des données toxicologiques appropriées telles que toxicité aiguë, toxicité chronique, corrosivité, irritation cutanée, irritation oculaire, cancérogénicité, sensibilisation (possibilité de provoquer une allergie), phototoxicité, tératogénicité, etc. Actuellement la plupart des données toxicologiques sont obtenues par des tests *in vivo*, effectués sur l'animal, selon des méthodologies validées, reconnues internationalement (lignes directrices de l'OCDE - Organisation de Coopération et de Développement Économique). Il est évidemment extrêmement souhaitable que, dans le but d'éviter la souffrance animale, ces méthodes *in vivo* soient remplacées par des méthodes *in vitro*, c'est-à-dire des méthodes alternatives qui ne sont pas effectuées sur l'animal vivant.

Depuis un certain nombre d'années de nombreuses études ont été entreprises et réalisées en vue de valider des méthodes alternatives susceptibles de remplacer les méthodes sur animaux. Il est utile d'insister sur l'importance de la validation des méthodes d'évaluation car une méthode validée sert de référence pour ceux qui effectuent le test, pour ceux qui doivent évaluer la sécurité de l'ingrédient, pour les autorités de contrôle, et pour le producteur qui est responsable de la sécurité du produit qu'il met sur le marché.

Malgré les efforts très importants qui ont été consentis, l'expérience a montré que le processus de validation de méthodes alternatives est beaucoup plus complexe qu'initialement prévu. Il est nécessaire en effet que la pertinence, la fiabilité et la reproductibilité d'une méthode développée en vue d'une utilisation de routine et de sa reconnaissance légale, soient évaluées et contrôlées. Trois méthodes alternatives concernant l'évaluation de la corrosivité et de la phototoxicité des ingrédients ont donc été récemment validées par ECVAM. En dépit de ces résultats significatifs il faut cependant admettre qu'actuellement peu de données toxicologiques peuvent être obtenues par des méthodes alternatives.

Bien que l'évaluation de la sécurité des ingrédients concerne de nombreux secteurs d'activité, le secteur cosmétique qui utilise environ 0,3 % des animaux de laboratoire employés dans l'Union européenne, est le seul dont la législation prévoit l'interdiction de mettre sur le marché des produits cosmétiques contenant des ingrédients testés par des méthodes *in vivo* après le 30 juin 2000. Si cette disposition est appliquée, il sera impossible d'effectuer une évaluation adéquate de la sécurité des ingrédients cosmétiques pour la santé humaine. Or du fait que les produits cosmétiques comprennent des produits d'hygiène de base tels que savons, shampooings, dentifrices, qui sont utilisés

par les consommateurs durant toute leur vie, l'évaluation toxicologique des ingrédients utilisés est essentielle afin que les consommateurs soient assurés de leur innocuité.

Face à la nécessité d'évaluer la sécurité des ingrédients et produits cosmétiques et en tenant compte du petit nombre de méthodes alternatives actuellement validées, il faut souligner le danger d'être tenté de tester sur l'humain ce qu'il serait interdit de tester sur l'animal. Le risque est d'autant plus réel qu'il n'existe pas actuellement, en dehors du secteur pharmaceutique, de législation ou de lignes directrices concernant l'utilisation de volontaires humains.

Le SCCNFP considère qu'il est urgent d'élaborer des lignes directrices concernant l'emploi de volontaires humains pour l'évaluation de la sécurité des ingrédients et produits cosmétiques. Une première opinion sur l'utilisation de volontaires humains pour l'évaluation des ingrédients cosmétiques potentiellement irritants cutanés a été adoptée le 25 novembre 1998.

L'étiquetage des produits cosmétiques fait souvent état d'allégations publicitaires se référant aux tests sur animaux. Par leur imprécision (produits finis ? ingrédients ? référence à des tests pratiqués par le producteur ? par des sous-traitants ? depuis cinq ans ? au-delà de cinq ans ?) et leur manque de définition légale, ces allégations risquent d'induire le consommateur en erreur. Des lignes directrices sont en cours d'élaboration afin de préciser la définition de ces allégations et éviter les malentendus.

En conclusion il est probable que, dans un avenir relativement proche, d'autres méthodes alternatives seront validées grâce aux programmes de recherche ambitieux mis en place par la Commission, l'industrie, des Instituts de recherche, mais il faut reconnaître qu'il est actuellement difficile de concilier le souci légitime de respecter le bien-être des animaux et la protection de la santé des consommateurs qui devrait rester une priorité absolue.

Les opinions scientifiques adoptées sont publiées sur le site Internet de la Commission européenne:

[http://europa.eu.int/comm/dg24/health/sc/index\\_en.html](http://europa.eu.int/comm/dg24/health/sc/index_en.html) : " Scientific Committee on Cosmetic Products and Non-Food Products intended for Consumers ; outcome of discussions "

Françoise Drion  
DG Santé et Protection des Consommateurs  
E-mail : [Francoise.Drion@cec.eu.int](mailto:Francoise.Drion@cec.eu.int)



© Internet

# Das Lebensmittel - und Veterinäramt: Prüfen nach Prioritäten

L'OAV (l'Office Alimentaire et Vétérinaire) à Dublin prépare des programmes de missions d'inspection et de contrôle sur six mois. L'objectif est de surveiller la performance des autorités chargées de l'application des règles sanitaires aussi bien dans les États membres que dans les États non membres ("pays tiers").

Ce programme d'inspections tient compte de facteurs tels que les obligations juridiques (par ex. les programmes d'éradication de maladies), les considérations politiques, les résultats de missions antérieures, les informations fournies par le Système d'alerte rapide et les résultats du Système de fixation de priorités pour les missions qui a été récemment mis en place.

Dans ce système, des évaluations distinctes sont faites pour chaque pays et chaque produit considéré, en ce qui concerne les contrôles de la santé publique/de l'alimentation, la santé animale et la santé des végétaux. Ces évaluations prennent en compte, dans la mesure du possible, tous les aspects de la chaîne de production. Par exemple, pour surveiller la production de viande fraîche destinée à l'UE dans un "pays tiers", deux classements distincts des priorités sont effectués, l'un portant sur les aspects de santé publique et l'autre sur les aspects de santé animale. Ces classements peuvent ensuite être utilisés pour guider les décisions relatives à la structure de l'équipe d'inspection et à l'importance relative que cette équipe doit accorder aux différents éléments de la mission.

Ce système apportera une contribution positive à la formulation de priorités objectives et transparentes pour le programme de missions de l'OAV, en optimisant l'utilisation de ses ressources et en les orientant sur les domaines prioritaires définis dans les secteurs de la sécurité alimentaire, et de la santé des animaux et des végétaux.

The FVO (Food and Veterinary Office) in Dublin prepares inspection and control mission programmes on a 6-month basis. Their aim is to monitor the performance of the authorities in charge of the application of health rules in both Member States and non-Member States ("third countries").

The programme of inspections takes into account such factors as legal obligations (e.g. disease eradication programmes), policy considerations, results of previous missions, information provided by the Rapid Alert System and the results of the recently introduced Mission Prioritisation System (MPS).

Within the MPS, separate assessments are made for each country and for each product under consideration in respect of public health / food controls, animal health and plant health. The assessments consider, where possible, all aspects of the production chain. For example, to monitor the production in a "third country" of fresh meat destined for the EU, two separate priority gradings are produced, one for public health aspects and one for animal health aspects. These can then be used to guide decisions on the structure of the inspection team, and the relative importance to be given by that team to the different elements of the mission.

The system will contribute positively to the formulation of objective and transparent priorities for the FVO mission programme, optimising the use of FVO resources and targeting these on the identified priority areas in the fields of food safety, animal and plant health.

Die bedeutendste Aufgabe des Lebensmittel- und Veterinäramtes ist zweifellos die Überwachung der Einhaltung von Rechtsvorschriften zur Lebensmittelhygiene, zur Veterinärmedizin und zum Pflanzenschutz in der Europäischen Union und in Drittländern. Wichtigstes Instrument dabei ist ein Programm für Kontroll- und Inspektionsbesuche, anhand dessen die korrekte Anwendung der Hygienevorschriften durch die zuständigen Behörden sowohl in den Mitgliedstaaten als auch in Drittländern überwacht wird. Wir befragten unsere Kollegen in Dublin, wie dies in der Praxis aussieht.

- Welche Zeiträume werden von den Inspektionsbesuchen abgedeckt?

Das Lebensmittel- und Veterinäramt erstellt halbjährliche Inspektionsprogramme (Januar bis Juni und Juli bis Dezember). Die Erfahrung hat

gezeigt, daß Programme für einen Zeitraum von 12 Monaten nur sehr schwer zu formulieren sind. Notfälle können definitionsgemäß nicht geplant werden - sie erfordern jeweils individuelle Maßnahmen.

- Weshalb müssen Prioritäten gesetzt werden?

Die Bandbreite der vom Lebensmittel- und Veterinäramt erfaßten Erzeugnisse und Tiere ist sehr groß, und die Arbeit erstreckt sich auf zahlreiche Länder. Prioritäten für unser Inspektionsprogramm sind erforderlich, wenn unser Personal in optimaler Weise eingesetzt werden soll.

- Wie werden die Prioritäten für Inspektionsbesuche festgelegt?

- Rechtsvorschriften

In den meisten Fällen ist das Lebensmittel- und Veterinäramt aufgrund der EU-Vorschriften





berechtigt oder sogar verpflichtet, Inspektionsbesuche durchzuführen. In bestimmten Fällen sind Kontrollbesuche die Voraussetzung dafür, daß Länder oder Unternehmen in die EU exportieren können, während in anderen Fällen die Durchführung von Informationsbesuchen an die Finanzierung von Programmen zur Ausrottung bestimmter Krankheiten gekoppelt ist.

#### ■ Politische Erwägungen

Das Lebensmittel- und Veterinäramt berücksichtigt Bedenken interessierter Parteien, einschließlich der europäischen Verbraucher bzw. der zuständigen Behörden in den Mitgliedstaaten oder in Drittländern sowie des Europäischen Parlaments. In gleicher Weise können die Dienststellen der Kommission, die mit der Rechtsprechung in den vom Lebensmittel- und Veterinäramt abgedeckten Bereichen befaßt sind, einen Inspektionsbesuch beantragen.

#### ■ Ergebnisse früherer Inspektionsbesuche

Gegebenenfalls wird im Anschluß an einen Inspektionsbesuch empfohlen, innerhalb eines bestimmten Zeitraumes Folgeinspektionen durchzuführen.

#### ■ Information durch das Schnellwarnsystem

Dieses System verpflichtet die Behörden der Mitgliedstaaten, sich gegenseitig sowie die Kommission über mögliche Gesundheitsrisiken in bestimmten Bereichen zu unterrichten, damit geeignete Maßnahmen hinsichtlich des betreffenden Erzeugnisses getroffen werden können. Je nach Art der Gefährdung entscheidet das Lebensmittel- und Veterinäramt, gegebenenfalls entsprechende Untersuchungen durchzuführen.

#### • *Welches sind die Ergebnisse des Systems zur Festlegung von Prioritäten für Inspektionsbesuche?*

Dieses System liefert hilfreiche Informationen über die Arbeit der zuständigen Behörden sowie über mögliche Gesundheitsrisiken.

#### • *Was versteht man unter einem System zur Festlegung von Prioritäten für Inspektionsbesuche?*

Die spezifische Gefährdung, die von einem bestimmten Erzeugnis ausgeht, sowie die Wirksamkeit der Maßnahmen, die von den

nationalen Behörden zur Reduzierung dieser Gefährdung ergriffen werden, sind selbstverständlich von herausragender Bedeutung. Damit all diesen Faktoren in möglichst objektiver Weise Rechnung getragen werden kann, wurde unlängst ein "System zur Festlegung von Prioritäten" eingeführt. Dieses System hilft bei der Festlegung von Prioritäten, indem es vergleichbare Risikobewertungen betreffend den Handel mit und die Einfuhr von spezifischen Gütern liefert, die im Hinblick auf die öffentliche, tierische oder pflanzliche Gesundheit von Bedeutung sind.

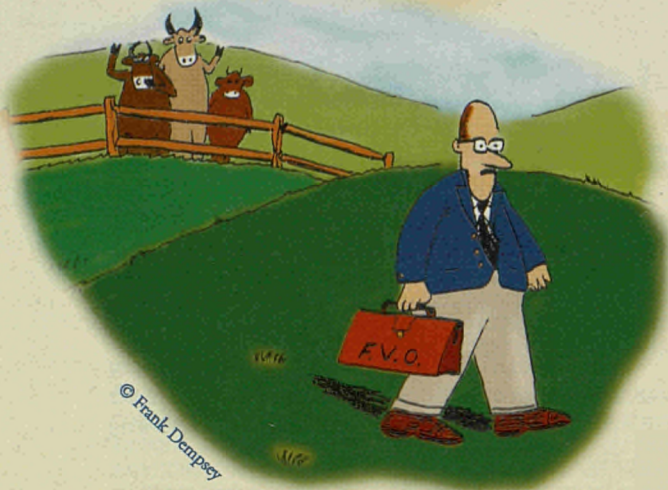
#### • *Wie funktioniert das System?*

Das System zur Festlegung von Prioritäten gliedert sich in vier Abschnitte. Als erstes werden das Land und das betreffende Produkt identifiziert. Zweitens wird das **potentielle**, von dem betreffenden Produkt ausgehende Risiko (jedoch unabhängig von dem betreffenden Land) ermittelt, wozu unterschiedliche, aber unveränderliche Meßwerte herangezogen werden (ein hohes Risiko hat einen hohen Meßwert zur Folge, ein geringes Risiko einen niedrigen Meßwert). Beim dritten Schritt wird das **tatsächliche** Risiko in Verbindung mit dem jeweiligen Land ermittelt. Hierzu ist ein Bewertungssystem erforderlich, das auf objektiven Informationen über das Produkt und das entsprechende Land basiert. In einem vierten Schritt werden Kompetenz und Zuverlässigkeit der zuständigen Behörde (oder Behörden) des jeweiligen Landes bewertet und in einer numerischen Skala festgehalten. Diese Bewertung erfolgt anhand einer Vielzahl von Faktoren, denen die bei früheren Inspektionsbesuchen des Amtes in dem betreffenden Land gewonnenen Informationen zugrundegelegt werden. Danach wird die relative Priorität für einen Inspektionsbesuch in einem bestimmten Land festgelegt.

#### • *Werden alle Risiken hinsichtlich der Aspekte "Lebensmittelsicherheit" sowie "öffentliche, tierische und pflanzliche Gesundheit" bewertet?*

Für jedes Land und für jedes zu prüfende Erzeugnis werden getrennte Bewertungen hinsichtlich der Kontrolle der öffentlichen Gesundheit und der Lebensmittel sowie der Tier- und Pflanzengesundheit vorgenommen. Dabei werden, sofern möglich, alle Aspekte der





Produktionskette berücksichtigt. Zur Überwachung der Erzeugung von Frischfleisch in einem Drittland, das für die EU bestimmt ist, werden beispielsweise zwei getrennte Prioritätsklassen festgelegt - eine im Hinblick auf die öffentliche Gesundheit, die andere unter dem Aspekt der Tiergesundheit. Daran können sich dann gegebenenfalls die Entscheidungen hinsichtlich der Zusammensetzung des Inspektionsteams sowie der Bedeutung, die das Team den verschiedenen, bei der Kontrolle zu berücksichtigenden Einzelaspekten beizumessen hat, orientieren.

• Ist das System also eine permanente Einrichtung?

Das System ist relativ neu. Sein Einsatz wird regelmäßig im Hinblick auf die Berücksichtigung der gewonnenen Erfahrungen überprüft. Insbesondere das Klassifizierungs- und Bewertungssystem wird sorgfältig kontrolliert und gegebenenfalls angepaßt. Das heißt jedoch nicht, daß als Folge einer Anpassung die vorherigen Ergebnisse bedeutungslos werden. Da das "alte" System konsequent angewendet wurde, sind die Ergebnisse aus den einzelnen Ländern weiterhin kompatibel.

Das System wird daher einen positiven Beitrag zur Festlegung objektiver und transparenter Prioritäten für das Inspektionsprogramm des Lebensmittel- und Veterinäramtes leisten, so daß die Ressourcen des Amtes optimal genutzt und gezielt in den ermittelten Prioritäten Bereichen Lebensmittelsicherheit sowie Tier- und Pflanzengesundheit eingesetzt werden können.

Frank Andriessen  
Lebensmittel- und Veterinäramt,  
GD Gesundheit und Verbraucherschutz  
Email : Frank.Andriessen@cec.eu.int

To end the last edition of 'Consumer Voice' this year, here are a few humorous examples of consumer advice!

Pour terminer la dernière édition de "Consumer Voice" de cette année, voici quelques exemples humoristiques de conseils donnés aux consommateurs!

Für die letzte Ausgabe von "Consumer Voice" einige amüsante Ratschläge an Verbraucher!

On a bag of Fritos:  
You could be a winner!  
No purchase necessary.  
Details inside.

On packaging for an iron:  
Do not iron clothes on body.

On a bar of soap:  
Directions: Use like regular soap.

On some frozen dinners:  
Serving suggestion: Defrost.

On a Korean kitchen knife:  
Warning: keep out of children.

On the box of a hotel provided shower cap:  
Fits one head.

On a string of Chinese-made Christmas lights:  
For indoor or outdoor use only.

On a hairdryer:  
Do not use while sleeping.

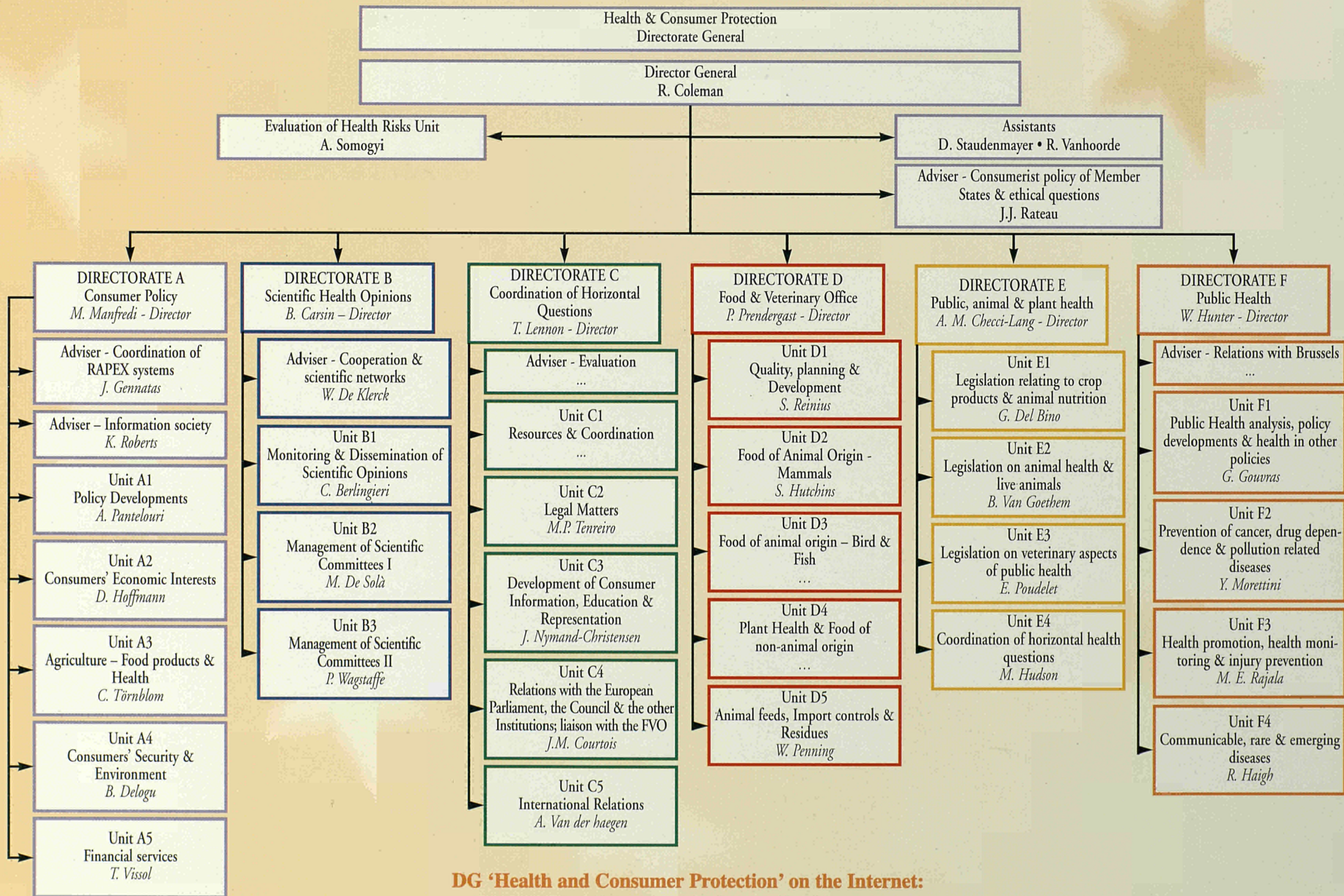
On an Airline packet of nuts:  
Instructions: open packet, eat nuts.

We wish all our "Consumer Voice" readers a good start to the new Millennium and extend our best wishes for the New Year!

Nous souhaitons à tous nos lecteurs de "Consumer Voice" un bon début dans le nouveau millénaire et leur présentons nos meilleurs vœux pour l'année nouvelle.

Wir wünschen allen Lesern von "Consumer Voice" einen guten Beginn des neuen Jahrtausends sowie ein erfolgreiches "Neues Jahr"!





DG 'Health and Consumer Protection' on the Internet:  
<http://europa.eu.int/comm/dg24/>

# Calendar of events

Date	Event	Place
11/01/2000	Mortgage Credit Dialogue	Brussels
12/01/2000	Scientific Steering Committee Working Group 'Safety of Blood with regard to TSEs'	Brussels
13/01/2000	Scientific Steering Committee : TSE/BSE Ad hoc Group	Brussels
17/01/2000	Scientific Steering Committee Working Group 'BSE in Sheep'	Brussels
18/01/2000	Scientific Steering Committee Working Group 'Culling'	Brussels
20-21/01/2000	Scientific Steering Committee Plenary	Brussels
25/01/2000	2nd Round Table on Unfair Terms in Package Travel Contracts	Brussels
February	Conference 'Euro facile - Rôle des ONGs'	Brussels
February	First Meeting of the Consumer Committee Working Group on marketing practices targeting children	Brussels
February	Euro Group of the Consumer Committee	Brussels
February	Consumer Committee Working Group on the reform of the fisheries policy	Brussels
09/02/2000	Scientific Steering Committee Working Group 'Risk Assessment - Guidelines'	Brussels
16/02/2000	Scientific Steering Committee Working Group 'Safety of Blood with regard to TSEs'	Brussels
29/02/2000	Advisory Committee for Community Activities in Favour of Consumers	Brussels
March	Hearing on 'Door to Door Selling-Pyramid Selling-Multi Level Marketing	Brussels
March	Training session for trainers within the consumer associations on the subject of the Euro	Brussels
02-03/03/2000	Scientific Steering Committee	Brussels
20/03/2000	Consumer Committee Meeting	Brussels

## Provisional Dates of Standing Veterinary Committees - 2000

Date	Event	Place
11-12/01/2000	Animal Health	Brussels
25-26/01/2000	Public Health	Brussels
08-09/02/2000	Animal Health	Brussels
22-23/02/2000	Public Health	Brussels
07-08/03/2000	Animal Health	Brussels
21-22/03/2000	Public Health	Brussels

## SUBSCRIPTION · ABONNEMENTS · ABONNEMENTS

To obtain your (free) subscription to **Consumer Voice** simply fill in the reply coupon below and return it to the following address:  
 Pour recevoir votre abonnement (gratuit) à **Consumer Voice**, il suffit de remplir le coupon réponse ci-dessous et de l'envoyer à l'adresse suivante:  
 Wenn Sie **Consumer Voice** im (Gratis-)Abonnement beziehen möchten, senden Sie bitte den ausgefüllten Antwortcoupon an folgende Adresse:

**European Commission**  
**Commission européenne**  
**Europäische Kommission**  
 rue de la Loi 200  
 B232 5/18  
 B - 1049 Brussels  
 Fax: +32 2 299 63 02

Email: [SANCO-CONSUMER-VOICE@cec.eu.int](mailto:SANCO-CONSUMER-VOICE@cec.eu.int)

Name, Nom: .....  
 Forename, Prénom, Vorname: .....  
 Organisation, Organization: .....  
 Profession, Stellung: .....  
 Street, Rue, Straße: .....  
 Town, Ville, Ort: .....  
 Postcode, Code postal, Postleitzahl: .....  
 Country, Pays, Land: .....  
 Phone, Tél., Telefon: .....  
 Fax: .....  
 Email: .....

Wishes to receive/Désire recevoir/möchte **Consumer Voice** beziehen

*N.B. Don't forget to inform us of any change of address!*  
*N.B. N'oubliez pas de nous communiquer tout changement d'adresse!*  
*NB: Bitte vergessen Sie nicht, uns zu benachrichtigen, wenn sich Ihre Anschrift geändert hat!*